



**PDG DE L'ANNÉE**  
**JEAN-MARC EUSTACHE**  
**DE TRANSAT A.T.**  
**LA PRESSE AFFAIRES**  
**PAGES 1 ET 5**

**PYLÔNE D'HYDRO**  
**ENDOMMAGÉ**  
**EN ESTRIE**

**Sabotage**  
**ou canular?**  
Des policiers de la SQ perquisitionnent  
*La Presse*  
ÉMILIE CÔTÉ

Cinq policiers du Service de lutte contre le terrorisme de la Sûreté du Québec ont perquisitionné hier soir les salles de rédaction de *La Presse*, du *Journal de Montréal* et de CKAC afin de retracer l'origine d'un courriel acheminé la veille à plusieurs médias du monde entier pour revendiquer le soi-disant sabotage d'un pylône d'Hydro-Québec.  
Une ordonnance de non-publication nous empêche de révéler les détails du mandat de perquisition. Vers 21 h 30 hier soir, les policiers sont entrés dans le bureau du directeur de l'information de *La Presse*, Éric Trottier, afin d'avoir accès au courriel expédié à l'adresse nouvelles@lapresse.ca.  
Envoyé vers 22 h 45 samedi soir à partir d'une adresse Yahoo!, le courriel était signé par un groupe inconnu, l'Initiative de Résistance Internationaliste (IRI). L'organisation affirme avoir posé une charge explosive sur une ligne d'exportation d'Hydro-Québec, mercredi dernier, près de Coaticook en Estrie, à quelques pas de la frontière américaine.  
**> Voir PYLÔNE en page A6**

**Mon clin d'oeil STÉPHANE LAPORTE**  
*« Chantal Pary, elle, est vraiment confuse ! »*  
— Myriam Bédard

**SOMMAIRE**

Astrologie du jour	AFFAIRES 9
Bandes dessinées	ARTS 6
Bridge	AFFAIRES 9
Décès	AFFAIRES 11
Feuilleton	ARTS 6
Forum	A 16 et 17
Horaire télévision	ARTS 2
Loteries	A 15
Mots croisés	ARTS 6 et SPORTS 12
Mot mystère	ARTS 6
Observateur	AFFAIRES 8
Petites annonces	AFFAIRES 8 et AFFAIRES 4

**Météo**  
Ciel variable en matinée, maximum -7, minimum -9, plus de détails en page SPORTS 16

6 21924 98765 1



**MATCH DU MOIS**  
**LA BELLE, LA BÊTE**  
**ET... L'INTRUS**  
**CAHIER L'AUTO**

**SPORTS**  
**NOS PATINEURS**  
**DÉJÀ EN MODE**  
**OLYMPIQUE**  
**PAGE 4**

MATHIEU TURCOTTE  
ET CHARLES HAMELIN

**Irak** Des attentats font une soixantaine de morts en deux jours

# LES « COLLABORATEURS » PLUS CIBLÉS QUE JAMAIS



**D'APRÈS AFP ET AP**

BAGDAD – L'Irak a connu un week-end particulièrement sanglant avec trois nouveaux attentats hier dans le nord du pays, qui ont coûté la vie à 21 Irakiens, après la mort d'au moins 39 personnes dans des attaques samedi.

Ce regain de violence intervient à moins de deux mois des élections prévues par les autorités irakiennes et Washington le 30 janvier. La date a été confirmée hier par le président irakien Ghazi Al-Yaouar, en visite aux États-Unis, mais contestée à Bagdad par une quarantaine de petits partis sunnites.

Sur le terrain, les « collaborateurs » sont plus que jamais la cible de la guérilla : une embuscade contre un bus qui transportait des supplétifs de l'armée américaine a coûté la vie à 17 civils et en a blessé 19 autres hier à Tikrit, tandis qu'un attentat à la voiture piégée et une attaque à l'arme automatique faisaient quatre morts parmi les forces de sécurité irakiennes dans le nord du pays.

Parallèlement, le Croissant-Rouge irakien a annoncé qu'il retirait son personnel en mission à Fallouja « pour des raisons de sécurité » et sur ordre des marines. L'armée américaine a confirmé le départ des sept employés concernés de la ville rebelle sunnite, contrôlée presque entièrement par les forces de la coalition, mais où subsistent des poches de résistance.

La situation reste cependant explosive à Fallouja. Alors que le gouvernement irakien estime que les habitants de ce bastion de la rébellion sunnite devraient se réjouir d'être débarrassés des insurgés, les résidents semblent plutôt ressentir de la haine à l'égard des forces irakiennes et américaines, ce qui ne va pas faciliter leur tâche pour pacifier la ville.

Des insurgés, lourdement armés, marchaient hier dans les rues de Mossoul où, samedi, deux soldats américains du dispositif Olympia ont été tués.

**> Voir IRAK en page A6**

## « Si j'avais été plus près de Polytechnique, est-ce que j'aurais pu sauver plus de vies? »

Le policier qui a trouvé Marc Lépine le 6 décembre 1989 raconte ce qu'il a vu

**PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN**  
**LE SOLEIL**

**QUÉBEC** – Quinze ans jour pour jour après la tuerie de l'École polytechnique, le policier qui a trouvé Marc Lépine accepte de parler pour la première fois de ce qu'il a vu en cette triste journée du 6 décembre 1989. Quinze ans à vivre avec le sentiment

de culpabilité de n'avoir pu intervenir plus tôt. Autant d'années à se rappeler la jeune fille morte dans ses bras et à faire la paix avec le souvenir des 14 victimes.

« Encore aujourd'hui, quand j'en entends parler, j'essaie de ne pas trop porter attention, confie Philippe Paul.

**> Voir POLY en page A12**

### DOSSIER ÉDUCATION

## L'école publique demande la charité



**MARIE ALLARD**

Pour acheter des ordinateurs et des livres de bibliothèque, les écoles demandent de plus en plus... la charité. Puisque la Loi sur l'instruction publique (LIP) leur permet d'aller chercher du financement privé depuis 1997, elles créent des fondations qui émet-

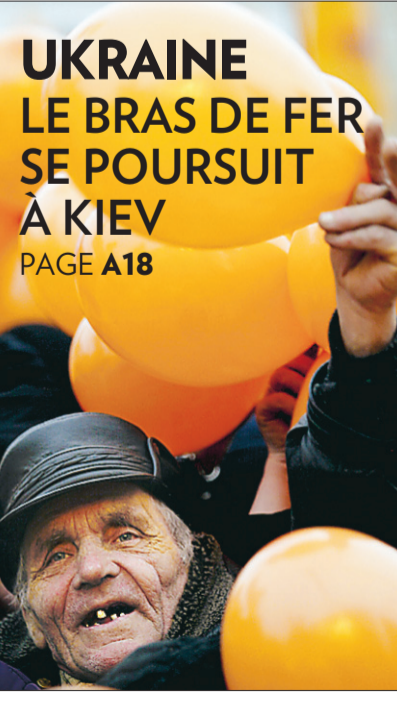
tent des reçus d'impôt en échange de dons. Comme les églises, les hôpitaux ou les universités.

Plus de 300 écoles québécoises sont enregistrées officiellement comme organismes de bienfaisance à Revenu Canada. De ce nombre, environ 200 sont du secteur public. Cela n'inclut pas les fondations qui n'ont pas le mot « école » dans leur nom, comme la Fondation Saint-Clément, qui regroupe deux écoles primaires de l'arrondissement de Mont-Royal. Elle n'est pourtant pas à négliger, puisque son objectif pour 2004-2005 est d'amasser 41 000 \$ en dons.

Malgré l'ampleur du phénomène — et les sommes importantes qui sont récoltées —, le ministère de l'Éducation (MEQ) ne tient pas de registre des fondations. « Nous ne savons pas combien il y en a ni quels sont leurs revenus, dit Johanne Méthot, agente d'information au MEQ. Les commissions scolaires doivent cependant les déclarer dans leur rapport financier annuel. »

**> Voir ÉCOLE en page A11**

**AUTRES TEXTES**  
L'autre financement des écoles, A3



**UKRAINE**  
**LE BRAS DE FER**  
**SE POURSUIT**  
**À KIEV**  
**PAGE A18**

**Combinez une 911 et un tout terrain et découvrez la Cayenne.**

Profitez d'un prix spécial sur les dernières 2004



**Porsche Prestige**

**(514) 356-7777**  
**230, Michel Jasmin**  
Voie de service Côte-de-Liesse, Dorval  
[www.porsheprestige.com](http://www.porsheprestige.com)

# ACTUALITÉS



PHOTO JACQUES BOISSINOT, PRESSE CANADIENNE

Un crabe chinois à mitaines (*Eriocheir sinensis*), au Parc Aquarium de Québec. Son espèce compte parmi les 100 espèces les plus envahissantes de la planète.

## Un crabe chinois menace l'écologie du Saint-Laurent

LES PERREAUX  
PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — L'arrivée d'une nouvelle espèce de crabe pourrait menacer l'écologie marine dans le fleuve Saint-Laurent, craignent les scientifiques.

Un crabe chinois à mitaines, l'une des espèces marines les plus envahissantes au monde, a été découvert en septembre par un pêcheur dans le fleuve près de Québec. C'est la première fois

que cette espèce de crustacé est identifiée dans le fleuve et les conditions pourraient s'avérer idéales pour sa survie.

Il s'agit d'un crabe fouisseur, qui creuse des tunnels, lesquels favorisent une érosion plus rapide des berges. Il peut aussi se reproduire en grand nombre et rapidement, encombrant alors les filets de pêche.

« C'est une espèce très envahissante et qui peut connaître de véritables explosions de popula-

tion », a expliqué Yves de Lafontaine, un expert en écosystèmes marins d'Environnement Canada à Montréal. Le ministère invite les pêcheurs et amateurs de sports nautiques à l'avertir immédiatement si d'autres crabes à mitaines sont découverts.

Selon les experts, le crabe à mitaines peut parcourir plus de 500 kilomètres pendant son existence de quatre ans. C'est donc dire que s'il s'établissait dans la région où on l'a retrouvé, il pourrait attein-

dre Cornwall en Ontario durant sa vie. Le crabe, qui doit son nom aux poils noirs qui recouvrent certaines de ses pinces, passe l'essentiel de son existence en eau douce, mais il ne peut se reproduire que dans l'eau salée. Le fleuve serait donc potentiellement pour lui un lieu de résidence idéal.

Le crustacé se répand dans le monde grâce à l'eau utilisée comme ballast par les navires. On le retrouve déjà en Angleterre, en

Allemagne et en Californie. Dans cet État américain, on croit cependant qu'il a été relâché intentionnellement dans la baie de San Francisco. En Chine, le crustacé est un met culinaire haut de gamme, recherché surtout pour les supposés pouvoirs aphrodisiaques de la femelle, contenus dans ses ovaires. C'est pour cette raison qu'il aurait été importé secrètement dans la région de San Francisco, où on en a retrouvé les premiers représentants en 1994. Quatre ans plus tard, l'espèce avait envahi la baie et remonté les rivières à des centaines de kilomètres en amont. Depuis, leur nombre est en chute mais les biologistes ne savent pas pourquoi.

Il existe malgré tout un espoir d'éviter l'invasion du crabe à mitaines chez nous, affirme Kathy Hieb, spécialiste en biologie marine en Californie. L'eau très froide du Saint-Laurent pourrait ralentir sa propagation.

# BVLGARI



Célébrons 25 ans  
d'excellence

CHÂTEAU D'IVOIRE

montreal - 2020 rue de la montagne - tel 514-845-4651  
Appel sans frais | 888 883 8283

## Le gouvernement Charest loin du développement durable, selon un expert

CHARLES CÔTÉ

L'annonce par le ministre de l'Environnement, Thomas Mulcair, de l'adoption prochaine d'une stratégie de développement durable, n'a servi qu'à montrer que dans les faits, le gouvernement Charest est loin de pratiquer ce qu'il prêche.

Voilà ce qu'affirme Harvey Mead, de l'Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN), qui préside aussi la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie, l'organisme le plus influent au Canada sur la question du développement durable.

Selon M. Mead, il suffit de lire le document de réflexion produit par le ministère des Ressources naturelles pour les fins de la commission parlementaire sur l'énergie, qui s'est ouverte cette semaine.

« Le document est construit à l'envers, dit M. Mead. Il aurait fallu commencer par l'environnement et finir par les besoins en énergie. Au contraire, on commence par les besoins et on finit par un petit chapitre sur l'environnement qui ne parle en fait que des émissions polluantes de diverses sources d'énergie. »

Si le gouvernement Charest pratiquait ce qu'il prêche, le document, intitulé *Le Secteur énergétique au Québec — contexte, enjeux et questionnements*, aurait mis l'accent sur la ré-

duction de la demande. « La dernière chose qu'on regarde, c'est le rôle de l'efficacité énergétique, alors que toute démarche de développement durable commencerait justement par là », dit-il.

Par ailleurs, un document respectueux du développement durable aurait parlé de tous les impacts sur l'environnement de la production énergétique, et pas seulement de la pollution de l'air, qui avantage bien sûr l'hydroélectricité, dit M. Mead. « Quand on fait des barrages, on change la façon dont l'eau coule, on la fait couler l'hiver plutôt qu'au printemps, et cela a des impacts sur les écosystèmes, dit-il. Quand on détourne des rivières, on garde des débits réservés pour que les espèces de poissons ne disparaissent pas complètement, mais c'est sûr qu'il y en a moins. Il y a aussi l'impact des lignes électriques. »

Sur le fond du plan de développement durable annoncé la semaine dernière par M. Mulcair, M. Mead voit des bons aspects, mais aussi des vices fondamentaux.

« Personne ne va critiquer la vertu, dit-il. Ce n'est pas mauvais de lancer un processus qui, au fédéral, n'a pas donné grand-chose depuis 10 ans, mais qui, à tout le moins, permet périodiquement un débat. Les ministères vont être confrontés à une terminologie et des enjeux

qui ne font pas partie de leur cadre habituel de décision. »

M. Mead applaudit la création d'un fonds vert qui recevra annuellement 50 millions, mais il affirme que cela ne fait pas le poids à côté des 10 ou 20 milliards de dépenses annuelles de l'État qui pourraient selon lui être soumises à des critères de développement durable.

De ce côté, il voit déjà des écueils pour le projet du ministre Mulcair. Il trouve irréaliste les échéanciers pour concevoir et implanter de nouveaux indicateurs devant guider les décisions gouvernementales pour qu'elles tiennent compte de l'environnement, tel que l'exige le développement durable. « C'est clair qu'il va y avoir un manque entre ce qui est annoncé et ce qui va se passer en réalité, dit-il. On parle d'avoir des dizaines de nouveaux indicateurs de développement dans l'année de l'adoption de la loi. C'est un travail d'intégration des données qui est impensable en un an. »

« Je prends ça comme preuve que le gouvernement ne comprend pas ce qu'il dit quand il parle de développement durable, ou pire, il défonce le discours à dessein, dit M. Mead. Le discours, c'est que le discours devienne creux très vite pour les gens qui s'y connaissent, mais qu'il soit efficace en termes de marketing politique. »

# DOSSIER L'ÉCOLE DEMANDE LA CHARITÉ



PHOTO ANDRÉ TREMBLAY, LA PRESSE

La cour de l'école Saint-Clément subit une constante cure de rajeunissement, comme en font foi ces nouveaux ballons-poires. « Chaque année, nous ajoutons un petit quelque chose à la cour grâce à l'argent recueilli par la Fondation Saint-Clément », dit Nicole Cardinal, directrice de l'école.

## Des fondations aux effets pervers

Faute d'argent, les écoles publiques québécoises mettent sur pied des fondations. Enregistrés légalement, ces organismes émettent des reçus d'impôt aux citoyens qui leur font des dons. Leur nombre grandissant remet-il en question l'équité en éducation ?



MARIE ALLARD

À l'école Saint-Clément, de l'arrondissement de Mont-Royal, les élèves ont accès à un mur d'escalade. Leurs classes sont remplies de romans neufs, de grammaires et de jeux éducatifs. Ces cadeaux sont une gracieuseté de la Fondation Saint-Clément, qui a dépensé 33 220 \$ pour l'achat de matériel, l'an dernier seulement.

« Tous les automnes, nous demandons aux parents et à la communauté de faire un don pour offrir un petit plus aux enfants, explique Mme Dorval, mère et présidente de la Fondation Saint-Clément. Par la suite, ils sont assurés de ne pas se faire *achaler* avec une vente de chocolat ou de calendrier. »

À l'école primaire de l'Île-des-Soeurs, la fondation est encore plus ambitieuse. Lors de sa création, en 2001, son objectif était d'amasser 100 000 \$ ! Avec des gens comme Jean Bernier, président d'Ultramar, et Josée Fiset, cofondatrice des boulangeries Première Moisson, la collecte de fonds va bon train, même si l'ob-

jectif de 26 000 \$ est plus modeste cette année.

Ces fondations inquiètent Réjean Parent, président de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ).

« Si le privé finance l'école publique — même par la porte d'à côté —, l'État va se désengager, prédit-il. On va mettre de moins en moins d'argent en éducation, en se disant que le caritatif va prendre le relais. C'est pourtant fatigant, de compter sur la charité ! »

À l'Île-des-Soeurs, le salaire d'un technicien en informatique, présent trois jours semaine, est payé par la fondation de l'école. « Jusqu'où va-t-on aller ? s'inter-

roge M. Parent. Si on continue, c'est une banque de professeurs qui sera proposée par les fondations. On touche à la mission même de l'école. »

### Vers des écoles d'élite ?

Rollande Deslandes, spécialiste de la relation entre l'école, la famille et la communauté à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), observe depuis plusieurs années les fondations du genre aux États-Unis. « Un de leurs dangers, note-t-elle, c'est qu'elles creusent l'écart entre les écoles favorisées et les autres. On risque de voir apparaître des écoles d'élite sur le plan financier. »

L'école Champlain, située dans le Centre-Sud à Montréal, est un bel exemple de cette iniquité. Sa fondation, mise sur pied en 2002, récolte à peine 3000 \$ par an. « Nous faisons un souper-bénéfice ainsi qu'une vente de chocolat

et de café pour amasser cet argent, dit Suzanne Paquin, directrice de l'établissement. On ne va pas chercher des millions, mais ça nous aide à payer le spectacle de fin d'année. »

Impossible de demander aux parents de faire un don. « Ils ont beaucoup de difficulté à payer les cahiers d'exercices utilisés en classe », souligne Mme Paquin.

Fait à noter, l'école Champlain touche toutefois 60 000 \$ par an du ministère de l'Éducation, dans le cadre du programme de soutien à l'école montréalaise.

Les écoles de l'arrondissement de Mont-Royal et de l'Île-des-Soeurs ne reçoivent évidemment pas un sou de ce programme, réservé aux milieux pauvres. « Ça a l'air drôle à dire, mais le fait qu'on soit en milieu favorisé a pour effet qu'on n'a presque jamais accès aux budgets spéciaux, dit Nicole Cardinal, directrice de l'école Saint-Clément. C'est un drôle de problème, qui rend nécessaire la fondation. »

Les écoles riches ont les fondations, les écoles pauvres ont les subventions. Il reste à trouver un moyen de financer les écoles ni riches ni pauvres... « On pourrait aussi arrêter de penser que l'argent règle tous les problèmes, dit Mme Deslandes, qui est aussi chercheuse au Centre de recherche et d'intervention sur la réussite scolaire. Ça aide d'avoir des sous, j'en conviens, mais ce n'est pas ça qui humanise une école. »

### COURRIEL

Pour joindre notre journaliste marie.allard@lapresse.ca

### AVEC PLUS D'ARGENT

Les achats de la Fondation Saint-Clément en 2003-2004.

- > Deux murs d'escalade 11 500 \$
- > Romans et livres de référence 9670 \$
- > Matériel audiovisuel 3960 \$
- > Jeux éducatifs 3960 \$
- > Grammaires et livres d'anglais 1500 \$
- > Cartes géographiques et documentaire historique 750 \$
- > Ballons, dossards, monocycles et matériel de cirque 740 \$
- > Autres ressources pédagogiques 730 \$
- > Accessoires et instruments de musique 410 \$

TOTAL DES DÉPENSES 33 220 \$

La Fondation Saint-Clément finance deux écoles primaires fréquentées par 1290 élèves.

## Devenir des professionnels du financement

MARIE ALLARD

Il faut que les écoles cessent de vendre du chocolat pour monter de véritables fondations, affirme Ronald Montminy, président de Montminy Bédard et associés, bureau d'experts en campagnes de financement, qui a récolté 600 millions en dons au cours de 20 dernières années.

« En vendant une tablette de chocolat 2 \$, une école ne garde qu'un dollar, explique M. Montminy. Si elle demandait directement aux gens de lui donner de l'argent, elle gagnerait davantage, puisque la moyenne des dons au Québec est de 20 \$ à 30 \$. »

La preuve, c'est que les fondations des cégeps de Sainte-Foy, de Trois-Rivières et d'Ahuntsic touchent des dons moyens de plus de 40 \$.

« On est loin du chocolat ! » souligne M. Montminy.

En 1997, au moment où la Loi sur l'instruction publique (LIP) a été modifiée pour permettre aux écoles de solliciter les dons, M. Montminy a sondé 1000 personnes sur le territoire de quatre

commissions scolaires. Son constat ? La majorité de la population — soit 85 % des parents, 73 % du personnel des commissions scolaires et 72 % des entreprises — est disposée à contribuer à une fondation scolaire.

Sept ans plus tard, les écoles continuent néanmoins de vendre des t-shirts ou d'organiser des « lave-o-thon » pour financer leurs projets.

**« En engageant 200 000 \$ pour mettre une fondation en place, il est pourtant possible de recueillir de deux à trois millions. »**

« L'expérience démontre que ça ne permet pas de recueillir des sommes significatives, souligne M. Montminy. Même les hôpitaux ne recueillent pas plus de 10 % de leurs dons en tenant des événements. »

La solution ? Bâtir une seule fondation par commission scolaire, ce qui a peu été fait jusqu'à maintenant.

« Comme les commissions sco-

laires ont des budgets serrés, elles ont du mal à décider de consacrer de l'argent à la création d'une fondation, reconnaît le spécialiste. En engageant 200 000 \$ pour mettre une fondation en place, il est pourtant possible de recueillir de deux à trois millions. »

### La réussite des universités

En ne tenant qu'une campagne de financement regroupant toutes

leurs facultés, les universités récoltent des sommes records.

La dernière campagne de l'Université de Montréal a permis de recueillir plus de 200 millions, du jamais vu pour un campus francophone.

En campagne actuellement, l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et l'Université Laval espèrent, pour leur part, récolter 50 et 150 millions.

Il faut dire que les universités auraient tort de ne pas solliciter des dons : depuis 2000, Québec accorde en effet une subvention équivalant à 25 % des sommes recueillies annuellement par leurs fonds de dotation, jusqu'à un maximum de un million.

« Pourquoi ne créerait-on pas la même chose pour les fondations des commissions scolaires ? » demande M. Montminy, qui a récemment envoyé une lettre au ministre de l'Éducation, Pierre Reid, pour lui soumettre cette proposition.

Rollande Deslandes, professeure en sciences de l'éducation à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), n'est pas convaincue que la multiplication des fondations soit une bonne idée.

« Les fondations creusent l'écart entre les universités bien nanties et les autres, souligne-t-elle. On n'a qu'à penser à McGill, qui reçoit des fortunes en legs et dons, ce qui n'est pas le cas de l'UQTR. C'est malheureux, mais la même chose risque d'arriver avec les commissions scolaires. »

## ACTUALITÉS

## CONFLIT À LA SAQ

## Le syndicat claque la porte

Les négociations sont rompues et la grève se poursuit

RAYMOND GERVAIS

Rien ne va plus à la Société des alcools du Québec, le Syndicat des employés de magasins et de bureaux de la SAQ, en grève générale depuis le 19 novembre dernier, a quitté la table de négociation en claquant la porte hier aux négociateurs patronaux.

Deux assemblées générales des membres, l'une à Montréal et l'autre à Québec, ont été convoquées d'urgence pour demain et mercredi. Les syndiqués seront alors appelés à se prononcer sur les plus récentes offres patronales.

Le président du syndicat, Martin Charron, a déjà indiqué que le comité de négociation allait recommander à ses membres le rejet pur et simple des offres de la Société qu'il a qualifiées d'insultantes.

Les 3800 employés de la SAQ sont entrés depuis vendredi dans leur troisième semaine de grève et rien ne laisse prévoir que le conflit de travail pourrait connaître un dénouement prochain.

Au contraire, les positions se sont durcies entre les parties depuis une semaine et chacune blâmant l'autre de ne pas vouloir négocier sérieusement et choisissant de demeurer sur ses positions.

En conférence de presse hier après-midi, le syndicat a dénoncé l'attitude de confrontation adoptée par les représentants de la SAQ à la table de négociation.

« Nous nous sentons trahis et trompés par la SAQ. Cette dernière nous avait assuré de travailler à partir des dernières propositions faites par le syndicat afin de dégager des pistes de solutions intéressantes pour les deux parties. Au contraire, la proposition présentée au syndicat par la SAQ ne répond aucunement aux attentes des membres que nous représentons. Nous constatons que la SAQ se moque

des principales demandes que nous avons présentées, soit la précarité des emplois chez les temps partiels; une amélioration sensible des horaires de travail des employés à temps régulier, particulièrement avec une garantie que ces améliorations ne soient pas que virtuelles. De plus, nous avons essuyé un refus catégorique de la part de l'employeur au sujet de la prolifération des agences de la SAQ et l'assurance pour le syndicat que la SAQ a l'intention de développer un réseau de succursales et non pas un réseau de magasins privés », a déclaré M. Charron.

Ce dernier a ajouté que la SAQ a demandé au syndicat il y a quelques semaines de lui laisser la chance de voir comment les parties pouvaient s'entendre à la table de négociation et de laisser du temps à la négociation. « Ce que nous avons fait », précise M. Charron.

Par souci de transparence envers ses membres, le président syndical a refusé hier de donner des précisions sur les dernières propositions patronales. « Je vais attendre de rencontrer mes gens et de les informer avant d'informer les médias. »

« La SAQ semble encarcannée dans son plan stratégique. Elle souhaite nous imposer son plan qui n'a jamais été élaboré avec le syndicat. Aujourd'hui, on peut constater que ce plan, la SAQ l'avait élaboré depuis trois ans », a ajouté M. Charron.

« Le succès que la SAQ connaît aujourd'hui est dû à ses employés et le refus de le reconnaître est inacceptable », a dit M. Charron.

Depuis le début du sprint de négociation, plusieurs points qualifiés de secondaires par le syndicat ont été réglés, ce qui lui donnait espoir, durant la première semaine des négos, qu'une entente était possible sur les points majeurs en suspens. Mais au cours de la der-

nière semaine, les positions se sont durcies jusqu'à ce que les négociations achoppent hier.

Toujours selon lui, la SAQ se moque de façon éhontée du syndicat et de ses membres en demandant une convention collective de 10 ans.

L'intervention de M<sup>e</sup> Lucien Bouchard dans le dossier aurait-elle pu faciliter un autre dénouement? M. Charron l'ignore puisque M<sup>e</sup> Bouchard n'a pu participer à aucune séance de négociation en raison de son hospitalisation.

Par ailleurs, cinq grévistes ont été arrêtés hier par la police de la Ville de Montréal à l'intérieur de la succursale des Galeries d'Anjou. Vers 13 h 30, une vingtaine de grévistes sont entrés à l'intérieur du magasin. Ils ont déplacé des bouteilles de boisson et se sont couchés sur le sol. La police a été appelée sur les lieux et cinq personnes ont refusé d'obéir à l'ordre des agents qui leur demandaient de quitter les lieux. Ces grévistes seront accusés de méfait et de voie de fait. Libérés après identification, ils seront appelés à comparaître par voie de sommation.

Hier, le président du syndicat a expliqué qu'il ne cautionnait pas ce genre de protestations et qu'au contraire, le syndicat recommandait à ses membres de respecter la loi.

Un porte-parole de la SAQ a expliqué hier soir que contrairement à ce que prétend le syndicat, l'offre globale déposée à la table de négociation respecte ses employés. « On va voir comment l'offre va être présentée lors des assemblées syndicales et on va attendre les résultats du vote », a déclaré Linda Bouchard de la SAQ.

M<sup>me</sup> Bouchard a ajouté que la SAQ était toujours prête à retourner à la table de négociation lorsque le syndicat en manifesterait le désir.

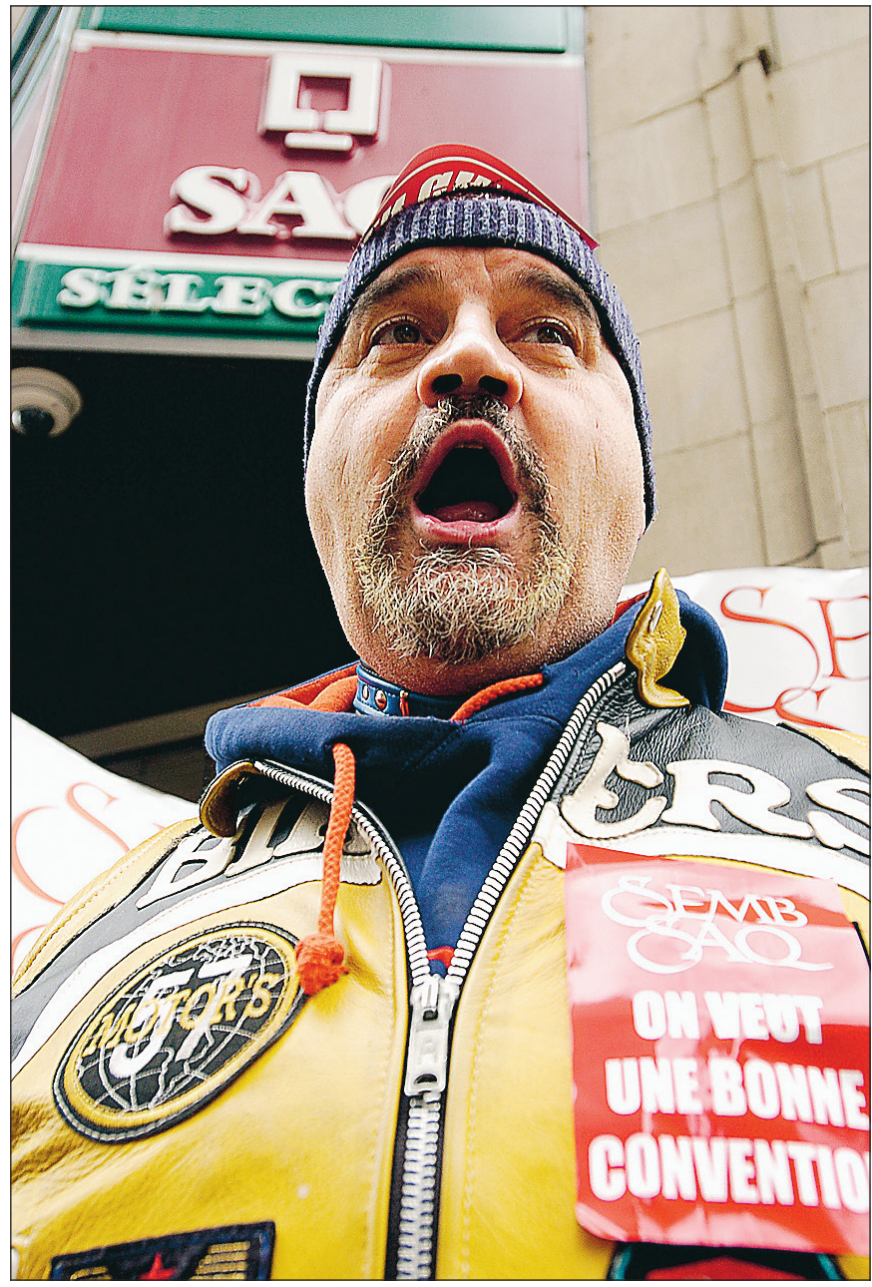


PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

Les 3800 employés de la SAQ sont entrés depuis vendredi dans leur troisième semaine de grève et rien ne laisse prévoir que le conflit de travail pourrait connaître un dénouement prochain.

- Moteur V6 de 3,3 litres développant 230 chevaux
- Traction intégrale
- Régulateur de traction actif
- Contrôle de la stabilité du véhicule
- Essuie-glace activés par la pluie
- Sièges avant chauffants
- Coussins gonflables avant à deux étages, coussins latéraux montés dans les sièges avant, coussin gonflable de protection des genoux côté conducteur, coussins latéraux en rideau pleine longueur

RX 330



BIEN ÉQUIPÉ À PARTIR DE  
49 900 \$ \*

518 \$ \*  
/MOIS PENDANT 48 MOIS

TECHNIQUEMENT AVANCÉ,  
INVARIABLEMENT LEXUS.

Un moteur V6 aussi puissant que certains V8. Une commande individuelle de contrôle de la température. Des coussins gonflables latéraux surdimensionnés. Impressionnant n'est-ce pas ! Sans oublier cette caractéristique exclusive qui confirme au premier coup d'œil qu'il s'agit de l'un des VUS de luxe les plus avancés sur le marché : un petit « L » chromé, offert en équipement de série. Le Lexus RX 330. Composez le 1 800 26-LEXUS pour rejoindre dès aujourd'hui le concessionnaire Lexus le plus près de chez vous.

LE NOUVEAU RX 330 2005

À LA CONQUÊTE DE LA PERFECTION



lexus.ca

Plans de location de Lexus Services Financiers sur approbation du crédit. Offre valable pour les Lexus RX 330 2005 neufs loués avant le 3 janvier 2005. Immatriculation, enregistrement, assurances et toutes les taxes applicables en sus. Frais de transport et de préparation (1 575 \$) en sus. Basé sur une location-bail de 48 mois à un taux de location de 5,9 % (modèle HA31UP « R »). Acompte de 7 975 \$ ou échange équivalent requis. Dépôt de garantie de 0 \$. Premier paiement exigé à la livraison. Coût total de la location de 32 839,22 \$ et prix de l'option d'achat de 24 950 \$ basés sur un maximum de 96 000 km. Des frais de 0,15 \$ pour chaque kilomètre supplémentaire (0,10 \$ par kilomètre si convenu au moment de la signature du contrat de location) s'appliquent. PDSF de 49 900 \$. Voyez votre concessionnaire Lexus participant pour plus de détails. Le concessionnaire peut offrir la location à un prix moindre.



# YVES BOISVERT

## Dernier repas Chez Delmo

Il était autour de trois heures, vendredi après-midi, et il y avait encore quelques clients qui s'attardaient au comptoir et dans la salle à manger de Chez Delmo. Il y avait de la nostalgie dans l'air. Le restaurant fermait le lendemain, samedi, après 70 ans d'existence.

Discrètement, avant de partir, des clients aux cheveux gris s'approchaient du propriétaire, Roland Perisset, un peu gênés. Ils venaient lui serrer la main une dernière fois. « J'ai mangé ici le meilleur poisson. Merci. »

Delmo est dans le paysage du Vieux-Montréal depuis tellement longtemps que pour plusieurs personnes, un petit bout d'eux-mêmes vient de fermer boutique pour toujours.

Depuis 1934, quand des messieurs Delisle (Del) et De Montigny (mo) ont ouvert un restaurant de fruits de mer dans cet ancien club anglais, Delmo était une sorte de référence. Culinaire et historique. Le monde entier pouvait changer comme il voulait. Pas Delmo.

Mêmes grands bars, les plus longs à Montréal, mêmes chaises tournantes usées bien au-delà du vernis, même mémorable crème de tomate avec ses croûtons frits, même doré meunière, impeccable, même archiclassique salade de chou.

Roland Perisset en est le propriétaire depuis 1964. Il a maintenant 76 ans et se remet d'un cancer. Il était censé avoir vendu.

La rumeur courait que des condos seraient construits, puis qu'un restaurateur avait acheté le restaurant, enfin qu'un employé avait repris le commerce. Ferme, ferme pas...

« Je ne vends plus », me répond Perisset. Comment ça, vous ne vendez plus ? Je m'en viens faire une entrevue de fermeture et vous me dites que vous ne vendez plus ? Vous n'êtes pas sérieux ? On a un photographe, tout !

« Je prends une sabbatique pour trois mois, je vais voir comment va la santé, on verra au printemps. » Le bonhomme n'a pas l'air commode en affaires.

Ce fils de bonne famille né à Paris, élevé en Suisse, émigré aux États-Unis, qui fut ingénieur avant de tout abandonner pour aller vivre dans un YMCA, devenu ensuite chauffeur de taxi, *bus boy*, maître d'hôtel, patron de restaurant, et quoi encore.

Quand on pose trop de questions, il répond : « Vous lirez ça dans mon livre ! » Quel livre ? « Mes mémoires, mais ce ne sera publié qu'après ma mort ! »

On sait qu'il y a eu ici, à partir de 1910, un club anglais, qu'il y avait des chambres à l'étage (maintenant inoccupé), et que c'était une sorte de bordel qui ne disait pas son nom.

Le propriétaire esquive le sujet : « Ne croyez pas tout ce qu'on dit... Un bordel, je ne sais pas, je n'étais pas né ! Mais les gens n'étaient pas plus cons que nous à cette époque, vous voyez ce que je veux dire... »



Ce n'était plus donné, mais une ou deux fois par hiver, manger Chez Delmo une crème de tomate et un doré réconciliait avec l'existence. L'endroit est une sorte de musée vivant, un lieu tout à fait unique à Montréal, d'autant plus sympathique qu'il s'ignore, ou fait mine de s'ignorer.

Ici, on n'a pas vraiment rénové depuis un siècle. Pas par amour de l'antique et du folklorique. Davantage par obstination dans l'inamovibilité. Par entêtement à négliger la mode et à continuer comme si de rien n'était.

Ce n'est pas pour rien qu'une belle tête de poisson plat fossilisé orne le menu. Ici aussi, les choses paraissent figées pour l'éternité.

Malgré les fidèles, les affaires n'étaient plus ce qu'elles étaient. Il



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

Delmo est dans le paysage du Vieux-Montréal depuis si longtemps que pour plusieurs clients, un petit bout d'eux-mêmes vient de fermer boutique.

y a beau temps qu'on ne fait plus la file à l'entrée, le midi, comme il y a 15 ou 20 ans, quand les deux bars étaient tous pleins.

On voyait encore des avocats pressés s'asseoir au bar avec un journal pour enfileur un sandwich au homard, vite fait, bien fait. Ou un poisson, servi de deux invariables manières : meunière ou hollandaise. Quelques haricots, des pommes de terre ou du riz tout ce qu'il y a de banal. Aucun souci de la présentation. Aucun spectacle. Aucune surprise. Mais une fraîcheur et une

constance spectaculaires. Rien de frelaté.

Derrière le bar, une immense céramique de 1910 fait dans les sept ou huit mètres. Elle montre une scène de banquet moyenâgeux et est surmontée de ce vers d'un auteur anglais, vieux cliché vineux : *From wine what sudden friendship springs !*



Il est 16 h, et les tables sont montées pour l'avant-dernier repas du soir. Des employés quittent. Certains saluent le vieil autocrate sans

émotion particulière. D'autres ont la gorge serrée. Une serveuse s'approche, les yeux plein d'eau, et l'embrasse. « On va vous revoir ? » Elle pleure.

« Mais oui, la puce, mais oui... Amène-nous donc encore un peu de vin... » répond-il. « Vous l'avez bu au complet, M. Perisset. »

L'homme fait le brave. Il serre les mains avec fermeté, pour montrer qu'il n'a pas dit son dernier mot. Il badine. « Les avocats ? J'ai gagné ma vie avec ces voleurs patentés ! » dit-il dans un éclat de rire. Vous ne les aimez donc pas ? « Au contraire, je les adore, je m'entends parfaitement avec eux ! Entre putes, on se comprend ! »

Dans les années 60, dit-il, à l'époque des midis bien arrosés, les avocats emplissaient la salle à manger et n'en sortaient pas de l'après-midi. Les juges ? « Eux, ils arrivaient vers 14h, et ils mangeaient au bar. Ils faisaient moins d'argent, à l'époque ! »

Vers 16 h 15, il se lève, il trouve qu'il en a assez dit, même si tout reste en suspens. Il faut qu'il rentre. Il me salue, il salue tout le monde, il promet de rappeler, de dîner avec l'un et l'autre. Et je reste au bar avec un vieil habitué, un artiste-peintre qui a eu longtemps son ardoise dans le restaurant du temps qu'il habitait dans le Vieux. Il est venu, comme bien d'autres la semaine dernière, faire un dernier pèlerinage dans ses souvenirs.

Pendant que le vieil homme passe la porte, je regarde cet endroit d'un charme incomparable, et je pense au génie qu'on a, dans plein de villes au monde, pour donner plusieurs vies à des lieux. Pour réinventer l'histoire dans de tout petits lieux. Ça ne semble pas une spécialité montréalaise. Après tout, ce n'était peut-être qu'un vieux restaurant...

**Nous recherchons présentement des...**

■ Femmes post-ménopausées	Indemnité compensatoire jusqu'à 1650 \$
■ 18 à 65 ans	
■ Fumeuses et non-fumeuses	

Anapharm innove dans le domaine de la recherche clinique en offrant des services de qualité tout en se souciant du confort, du respect et de la sécurité de ses volontaires. Dans la majorité des cas, les études réalisées portent sur des médicaments déjà disponibles sur le marché.

Pour des renseignements additionnels, contactez l'équipe Anapharm ou visitez notre site Web.

**514-485-7555**  
**1 866-anapharm**

[www.anapharm.com](http://www.anapharm.com)  
Entreprise de recherche sur les médicaments

**sfbc Anapharm**



Photographie : Gracieuse/Marc Dussault

## À Noël, cet enfant aura faim. C'est tout ce qu'il aura.

Pour venir en aide aux plus démunis, faites vos dons en argent au 1 866 908-9090, et au (514) 908-9090 (Ticketpro), ou apportez vos dons en denrées non périssables chez Jean Coutu, les Rôtisseries St-Hubert et la Banque Laurentienne, à partir du 29 novembre.

La journée du 9 décembre, de 6h à 19h, vous pourrez déposer vos dons à l'un des points de collecte suivants, à Montréal :

Maison de Radio-Canada  
À l'angle des avenues Mont-Royal et du Parc/Outremont

Place des Arts  
(en face de la billetterie, au 175, Ste-Catherine)

Télé-Québec, au coin des rues Ste-Catherine et Fullum, de 9h à 19h

À l'angle des rues Parthenais et René-Lévesque, de 6h à 9h

TQS, intersection des rues St-Jacques et McGill

TVA, au 1600, boul. de Maisonneuve Est, angle Alexandre-DeSève

Esso, au coin des rues Sherbrooke Est et Haig (6920, Sherbrooke Est)

Petro-Canada face à la station de métro Henri-Bourassa

Décarie au coin av. des Jockeys

Esso, boul. des Laurentides, coin Bellerose Laval

Esso sur l'île-des-Soeurs au coin de chemin René-Lévesque et Berlioz, de 6h à 10h

MusiquePlus coin Ste-Catherine et Bleury

ONF (3155, Côte-de-Liesse)

RDS/Info-Sport coin Papineau et René-Lévesque

1411 Peel, coin Ste-Catherine

Place Longueuil (au profit d'organismes locaux)

Promenades St-Bruno (au profit d'organismes locaux)

Mail Champlain (au profit d'organismes locaux)

Rona L'Espérance au 1505, chemin Gascon, à Terrebonne - au profit d'organismes locaux

Place Rosemère, intersection de la 117 et le Bouthillier, à Rosemère - au profit d'organismes locaux

Dons en argent seulement : Dans les stations de métro suivantes :

Métro Berri-UQAM  
Métro Côte-Vertu

Métro Henri-Bourassa  
Métro Honoré-Beaugrand

Métro Lionel-Groulx  
Métro McGill

Métro Square-Victoria

Chez les amis de la grande guignolée des médias de la province :

Les Pharmacies Jean Coutu  
Les Rôtisseries St-Hubert  
Les succursales de la Banque Laurentienne

La grande guignolée des médias se déroule à l'échelle de la province

9 DÉCEMBRE  
**La grande guignolée**  
DES MÉDIAS

Si vous pouvez, donnez.



**Brillez de mille feux.**

Le glamour. Inspiré par Birks.

Bagues à pierres précieuses de couleurs vives, taille coussin, en or 18 carats, ornées d'un pavé de diamants, à partir de 6 700 \$.

Exclusives à Birks.

**BIRKS**  
CELEBRE SES 125 ANS

Magasinez avec nous en ligne ou en vous rendant au Birks le plus près de chez vous. Visitez le [www.birks.com](http://www.birks.com) ou composez le 1.800.682.2622

\*Voyez en magasin le choix et la disponibilité des articles

# SUITES DE LA UNE

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à [nouvelles@lapresse.ca](mailto:nouvelles@lapresse.ca)

RÉDACTION (514) 285-7070  
[commentaires@lapresse.ca](mailto:commentaires@lapresse.ca)

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453  
[cyberpresse.ca/abonnement](http://cyberpresse.ca/abonnement)

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363  
[petitesannonces@lapresse.ca](mailto:petitesannonces@lapresse.ca)

DÉCÈS (514) 285-6816  
[deces@lapresse.ca](mailto:deces@lapresse.ca)

CARRIÈRES (514) 285-7320  
[carrieres@lapresse.ca](mailto:carrieres@lapresse.ca)

PUBLICITÉ (514) 285-6931

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse. Itée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.



PHOTO PATRICK SANFAÇON. LA PRESSE

Des policiers de la Sûreté du Québec se sont présentés hier soir à La Presse pour y effectuer une perquisition.

## Sabotage ou canular ?

PYLÔNE suite de la page A1

« Cette action de sabotage, que les autorités démocratiques ont caché à la population lors du passage du dictateur en chef (George W. Bush, qui était en visite au Canada la semaine dernière), est notre réponse face à l'aisance avec laquelle l'État se moque de l'opposition populaire », fait valoir le communiqué de l'« IRI ».

« Par cette opération, nous affichons concrètement notre refus d'être les témoins passifs du saccage et du pillage des ressources au profit de l'empire états-unien. Nous agissons contre notre exploitation grossière par Hydro-Québec au bénéfice des entreprises privées, qui profitent de chacune des opportunités que lui procure l'impérialisme, ajoute son auteur, qui a envoyé le courriel à une trentaine de médias, du New York

Times à Al-Jazira, en passant par La Presse, ainsi que d'autres médias locaux tels CIBL et les quotidiens francophones montréalais.

La semaine dernière, des agents de la Sûreté du Québec, accompagnés de techniciens en explosifs, ont bel et bien procédé, à la demande d'Hydro-Québec, à l'inspection d'un pylône électrique sorti de son socle. La thèse d'un attentat contre ce pylône n'a toutefois pas encore été confirmée : « Une enquête a été ouverte et les résidus ont été envoyés au laboratoire pour analyse, a alors commenté à La Tribune Louis-Philippe Ruel, porte-parole de la SQ en Estrie. Il pourrait s'agir de matières explosives, mais cela reste à déterminer. »

La SQ tente donc de savoir s'il s'agit du « sabotage » revendiqué par l'IRI, ou d'un simple canular. « Je ne peux pas accrédiiter la thèse de ceux qui se sont appropriés cet événement-là ou du moins qui prétendent qu'ils en sont les auteurs », a affirmé à La Presse Jacques Chagnon, joint à New York où il participe à une série de rencontres sur la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme. « Il est trop tôt pour le faire et il y a toutes sortes d'indices qui laissent pla-

ner d'autres doutes. Mais il faut prendre ça au sérieux. C'est un groupe nouveau qu'on ne connaît pas, il faut regarder ça avec une certaine prudence. »

Le directeur de l'information de La Presse, Éric Trotter, a déploré que les corps policiers utilisent de plus en plus les perquisitions dans les salles de rédaction pour faire avancer leurs enquêtes. « La police a investi trois salles de rédaction en une soirée. Vont-ils venir mettre leur nez dans nos boîtes de courriel chaque fois que nous allons en recevoir un douteux ? Je trouve ça très dangereux, car à la longue, les médias vont finir par perdre la confiance du public. Nous ne le répéterons jamais assez : les journalistes n'ont pas à faire le travail de la police à la place de la police. »

Le vice-président des Affaires juridiques de La Presse, M<sup>c</sup> Philippe-Denis Richard, s'est assuré que le mandat de perquisition de la SQ était valable. « Nous n'avions malheureusement pas le choix, a-t-il dit. Chaque fois que la police se sert de renseignements obtenus par les médias pour mener une de leurs enquêtes, elle s'attaque au fondement même de la démocratie. »

## Les « collaborateurs » plus ciblés que jamais

IRAK suite de la page A1

Plus d'un millier d'habitants de Fallouja qui ont dû quitter la ville avant l'assaut mené par les forces américaines se sont rassemblés hier pour demander l'autorisation de rentrer chez eux et des militants ont prévenu que de nouvelles attaques se préparaient contre les forces américaines.

Le retrait du Croissant-Rouge s'inscrit dans un contexte de violence généralisée, au moins 60 Irakiens ayant péri dans les attaques du week-end, et ce en dépit des offensives majeures lancées le mois dernier par les Américains pour tenter d'écraser la guérilla à l'approche des élections du 30 janvier.

L'attaque la plus meurtrière s'est produite hier matin dans la ville de Tikrit, ancien bastion de Saddam Hussein dans le centre du pays : sept hommes armés circulant à bord de deux voitures ont vidé leurs chargeurs sur un bus qui emmenait des Irakiens vers une base militaire américaine. L'embuscade a fait 17 morts et 13 blessés, a précisé le capitaine Bill Coppennoll, porte-parole de la 1<sup>re</sup> division d'infanterie américaine. Toutes les victimes se rendaient à leur travail.

Environ une heure plus tard, des kamikazes au volant d'une voiture bourrée d'explosifs ont foncé sur un barrage routier de la Garde nationale irakienne à Beiji, à environ 120 km plus au nord, faisant sauter leur véhicule avant d'être touchés par des tirs. L'attentat a tué trois militaires irakiens et blessé 18 autres.

Les insurgés ont également pris pour cible des gardes nationaux qui patrouillaient près de Samarra, à 95 km au nord de Bagdad. Cette attaque a fait un mort et quatre blessés.

Le week-end a aussi été marqué par de nouvelles attaques anti-américaines. Deux GI ont trouvé la mort samedi dans l'explosion de bombes visant leurs convois à Bagdad et près de Baqouba. Le même jour, deux autres soldats américains du dispositif Olympia ont péri à Mossoul, dans le nord du pays, de plus en plus agité.

Ces décès portent à au moins 1271 le nombre de militaires américains tués en Irak depuis le début de la guerre en mars 2003, selon un décompte de l'Associated Press.

Face à cette instabilité croissante, le commandement central américain sait qu'il ne peut encore compter sur les forces irakiennes pour assurer la sécurité du scrutin à venir. Le général John Abizaid, commandant en chef des troupes américaines en Irak, a ainsi confirmé que ses effectifs passeraient prochainement de 138 000 à 150 000 hommes.

Le président irakien Al-Yaouar, interrogé par la chaîne NBC, a affirmé que l'élection générale devait se tenir à la date prévue malgré la résistance des réseaux islamistes et insurgés.

Concernant la durée de l'engagement américain dans son pays, il a indiqué qu'il s'agissait d'une question de mois. « Je ne sais pas, six à huit mois ou un an, je ne pense pas que cela prendra des années, certainement pas », a-t-il dit, ajoutant que, selon lui, l'Irak n'était pas menacé de sombrer dans la guerre civile.

Le représentant spécial des Nations unies pour l'Irak, Lakhdar Bahrimi, a cependant averti qu'un scrutin crédible ne pouvait avoir lieu dans les conditions actuelles.

Les dirigeants d'une quarantaine de petits partis irakiens, sunnites pour la plupart, se sont de leur côté réunis hier à Bagdad pour demander un report de six mois de ces élections, sans pour autant appeler au boycott. « Cela signifie que le conseil qui sera élu ne représentera pas tous les Irakiens et manquera donc de légitimité », ont-ils averti dans une déclaration commune.

L'idée d'un report lancée plus tôt par 17 partis et associations modérées, en majorité sunnites, a été rejetée par le gouvernement dirigé par le chiite libéral Iyad Allaoui et les chefs religieux et politiques de la communauté chiite, majoritaire en Irak.

Le premier ministre irakien Iyad Allaoui est attendu aujourd'hui à Moscou pour sa première visite dans ce pays depuis son arrivée au pouvoir il y a six mois. Il doit être reçu par le président Vladimir Poutine qui avait été un opposant à la guerre en Irak. Les entretiens devraient porter davantage sur les relations économiques que sur les tensions diplomatiques autour de la guerre.

En Allemagne où M. Allaoui a achevé une visite officielle, le Parquet fédéral a annoncé hier l'incarcération d'un troisième Irakien soupçonné d'avoir planifié l'attentat déjoué vendredi contre le premier ministre à Berlin.

Cet Irakien et ses deux complices déjà écroués sont « fortement soupçonnés » d'appartenir à une organisation terroriste étrangère, à savoir Ansar Al-Islam (partisans de l'islam), a précisé un porte-parole du Parquet.

La frontière entre l'Irak et la Jordanie, fermée samedi après la découverte d'une voiture piégée au poste-frontière jordanien et l'explosion d'un véhicule piégé au poste-frontière irakien, a été rouverte hier soir, a annoncé la police jordanienne.



# APPUYEZ SUR UN BOUTON. VOUS POURRIEZ GAGNER.



**150**  
VÉHICULES 2005  
SONT À  
GAGNER

Appuyez sur le bouton OnStar et vous pourriez GAGNER instantanément :

500\$  
MINIMUM SUR LA PLUPART DES 2005

2000\$  
DE RABAIS

3000\$  
DE RABAIS

1000\$  
MINIMUM SUR LA PLUPART DES 2004

5000\$  
DE RABAIS

10000\$  
DE RABAIS

SUR TOUT ACHAT OU LOCATION ÉLIGIBLE SUR LA PLUPART DES 2004 ET 2005

## BERLINE ION 2005 REDESSINÉE



Modèle ION.3 présenté

PRIX D'ACHAT COMPTANT

# 12 995\$

149\$<sup>†</sup> /MOIS/LOCATION 48 MOIS  
1 650 \$ COMPTANT  
TRANSPORT EN SUS

- Moteur Ecotec 2,2 L de 140 HP
- Nouvelle section avant
- Panneaux en polymère résistant aux bosses
- Intérieur redessiné, nouveaux sièges avant et nouveaux éléments contrastants
- Volume utilitaire le plus important de sa catégorie

## VUE 2005



Modèle VUE V6 TI présenté

## NOUVELLE FOURGONNETTE SPORT MULTISEGMENTS RELAY 2005



PRIX D'ACHAT COMPTANT

# 20 995\$

199\$<sup>†</sup> /MOIS/LOCATION 48 MOIS  
3 950 \$ COMPTANT  
TRANSPORT EN SUS

- Moteur V6 de 250 HP en option – le VUS le plus puissant de sa catégorie
- Consommation très réduite
- Cote de sécurité 5 étoiles NHTSA pour les collisions frontale et latérale

0%<sup>†</sup> DE FINANCEMENT À L'ACHAT JUSQU'À 36 MOIS

- 7 places
- Troisième rangée de sièges divisée rabattable
- Roues de 17" de série
- Groupe électrique (incluant lave-vitres, portes, miroirs électrique, régulateur de vitesse et télé déverrouillage)



Saturn. Les gens avant tout.

**Saturn Saab de Laval**  
2800, boul. Chomedey  
Laval  
(450) 681-0028  
[www.bourassaauto.com](http://www.bourassaauto.com)

**Mondial Saturn Saab**  
9415, Papineau  
Montréal  
(514) 385-7222  
[www.mondialsaturn.com](http://www.mondialsaturn.com)

**Saturn Saab de Brossard**  
5950, boul. Marie-Victorin  
Brossard  
(450) 964-3333  
[www.gravelauto.com](http://www.gravelauto.com)

**Saturn de Terrebonne**  
1295, Carré Masson  
Lachenaie  
(450) 964-1374  
[www.saturnterrebonne.com](http://www.saturnterrebonne.com)

**West Island Saturn Saab**  
9775, route Transcanadienne  
Ville Saint-Laurent  
(514) 332-4424  
[www.westislandsaturn.com](http://www.westislandsaturn.com)

**Gravel Saturn Saab**  
1, Place Ville-Marie, # 11 180  
Montréal  
1 800 724-7457  
[www.gravelauto.com](http://www.gravelauto.com)

**Saturn de Blainville**  
249, boul. Seigneurie Ouest  
Blainville  
(450) 437-6317  
[www.saturndeblainville.saturncanada.com](http://www.saturndeblainville.saturncanada.com)

**Décarie Saturn Saab**  
6100, boul. Décarie  
Montréal  
1 866 750-2222  
[www.gravelauto.com](http://www.gravelauto.com)

Renseignez-vous sur le programme pour les diplômés. Visitez [www.saturncanada.com](http://www.saturncanada.com) pour plus de détails.

\* Les composants du groupe propulseur du véhicule sont couverts par une garantie limitée de 5 ans ou 100 000 km, selon la première éventualité. Dans les 30 jours ou les 2 500 km suivant la livraison, selon la première éventualité. † Voir votre détaillant ou visitez [saturncanada.com](http://saturncanada.com) pour les conditions, restrictions et garanties. Ce que vous devez savoir : l'offre basée sur un contrat de location de 48 mois d'une berline ION.1. 2005 de Saturn ou un VUE. 1SA. 2005 de Saturn. Un acompte ou un échange minimum de 1 650 \$/3 950 \$ est requis pour des mensualités de 149 \$/199 \$. Aucun dépôt de sécurité n'est exigé. Le taux d'intérêt annuel sur la location est de 1,9 %/3,2 %. L'obligation totale est de 9 097 \$/13 783 \$. L'option d'achat au terme de la location est de 5 825 \$/10 624 \$, taxes en sus. Limite annuelle de kilométrage de 20 000 km, chaque kilomètre excédentaire étant facturé 0,12 \$. D'autres options de locations sont offertes. Les mensualités ne comprennent pas le transport (975 \$) et la taxe sur la climatisation (100 \$), s'il y a lieu. \* Un crédit du manufacturier de 1 950 \$/2 100 \$ est inclus dans le « prix d'achat comptant » de la berline ION.1 du VUE. 1SA de Saturn présenté dans cette annonce. Le transport (975 \$) et la taxe sur la climatisation (100 \$), s'il y a lieu, sont en sus. †† L'immatriculation, les taxes, l'assurance, l'enregistrement, les frais d'administration, les frais associés à la publication/inscription au ROPRM, les droits et les équipements optionnels sont en sus. ††† Le financement est sujet à l'approbation du crédit par GMAC. Un acompte ou un échange peuvent être nécessaires. Les mensualités et le coût de l'emprunt varient selon le montant de l'emprunt et la valeur de l'acompte/de l'échange. Les détaillants peuvent vendre à prix moindre. ††† Les offres s'appliquent uniquement aux berlines ION.1 2005 de Saturn/VUE. 1SA 2005 de Saturn neufs ou de démonstration provenant des stocks du détaillant et sont réservées aux clients au détail admissibles. Les offres s'appliquent uniquement aux véhicules livrés le ou avant le 3 janvier 2005. Les offres sont d'une durée limitée et ne peuvent, dans certains cas, être combinées avec d'autres offres. Visitez un détaillant, visitez [saturncanada.com](http://saturncanada.com) ou faites le 1 888 4SATURN pour les conditions et les détails. \*\* Essais menés par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) des États-Unis sur le VUE 2005 114 cylindres pour les collisions frontales côté conducteur et passager avant et les collisions latérales aux places avant et arrière. La cotation à l'aide d'étoiles fait partie du programme d'évaluation des nouveaux véhicules de la NHTSA. Le concours est ouvert à tous les résidents du Canada admissibles ayant l'âge de la majorité dans leur province de résidence. Aucun achat requis. Le concours prend fin le 3 janvier 2005. Les grands prix ne comprennent pas de véhicules Hummer, Cadillac, et certains autres véhicules et peuvent varier selon les marques commercialisées par le détaillant. Les autres prix ont une validité d'une durée limitée et s'appliquent uniquement, tout comme d'autres crédits, à l'achat ou la location des véhicules 2004 et 2005 admissibles en stock (excluant les véhicules Hummer 2004/2005). Les véhicules doivent être livrés d'ici le 3 janvier 2005. Les chances de gagner ne sont pas toutes les mêmes pour tous les prix. La plupart des prix sont attribués sur une base régionale. Le gagnant doit répondre, dans un temps limité, à une question mathématique. Visitez votre détaillant, visitez [gmcanada.com](http://gmcanada.com) ou faites le 1 800 463-7463 pour obtenir le règlement complet du concours.

**Saturn Saab de Laval**  
2800, boul. Chomedey  
Laval  
(450) 681-0028  
[www.bourassaauto.com](http://www.bourassaauto.com)

**Mondial Saturn Saab**  
9415, Papineau  
Montréal  
(514) 385-7222  
[www.mondialsaturn.com](http://www.mondialsaturn.com)

**Saturn Saab de Brossard**  
5950, boul. Marie-Victorin  
Brossard  
(450) 964-3333  
[www.gravelauto.com](http://www.gravelauto.com)

**Saturn de Terrebonne**  
1295, Carré Masson  
Lachenaie  
(450) 964-1374  
[www.saturnterrebonne.com](http://www.saturnterrebonne.com)

**West Island Saturn Saab**  
9775, route Transcanadienne  
Ville Saint-Laurent  
(514) 332-4424  
[www.westislandsaturn.com](http://www.westislandsaturn.com)

**Gravel Saturn Saab**  
1, Place Ville-Marie, # 11 180  
Montréal  
1 800 724-7457  
[www.gravelauto.com](http://www.gravelauto.com)

**Saturn de Blainville**  
249, boul. Seigneurie Ouest  
Blainville  
(450) 437-6317  
[www.saturndeblainville.saturncanada.com](http://www.saturndeblainville.saturncanada.com)

**Décarie Saturn Saab**  
6100, boul. Décarie  
Montréal  
1 866 750-2222  
[www.gravelauto.com](http://www.gravelauto.com)

NCSM CHICOUTIMI

# Un message signalait une avarie électrique avant le départ

MURRAY BREWSTER  
PRESSE CANADIENNE

Avant l'incident qui a coûté la vie à un de ses membres d'équipage, le sous-marin *NCSM Chicoutimi* avait pris la mer en direction du Canada avec un problème non résolu de son système électrique central, a appris *La Presse Canadienne*.

Un message télex obtenu grâce à la Loi fédérale d'accès à l'information confirme l'existence d'un problème sérieux dans le système électrique après la cession du sous-marin aux autorités canadiennes.

L'avarie tirerait son origine d'une des deux génératrices de 140 kilowatts qui convertissent l'électricité des batteries d'accumulateurs pour le fonctionnement des équipements à bord.

Le document soulève d'autres inquiétudes quant à l'état du sous-marin d'occasion de fabrication britannique avant même l'incendie du 5 octobre qui a provoqué la mort d'un ingénieur en système de combat de 32 ans, le lieutenant Chris Saunders. Le lien entre le problème signalé dans le message et l'incendie reste incertain.

Le porte-parole du commodore de la marine, le major Tony White, a affirmé qu'il était inapproprié de commenter ce message parce que l'enquête se poursuit.

Après l'accident, les officiers supérieurs de la marine ont insisté sur le fait que le *Chicoutimi* était en état de naviguer et paré pour faire la traversée de Faslane (Écosse) à Halifax, la base navale de la flotte de la côte Est.

« De toute évidence, ils éprouvaient quelques difficultés, a commenté une source de la marine qui a tenu à garder l'anonymat. Ils ont envoyé un message à cet effet, alors les difficultés devaient être sérieuses. On n'envoie pas un message pour rigoler. »

Le major White a assuré que le vaisseau était en bon ordre et a réfuté l'interprétation selon laquelle le télex évoquait une avarie sérieuse.

« C'était presque de la routine, a-t-il dit en précisant que le message était de catégorie 3, c'est-à-dire qu'il n'était pas de nature pressante. On avisait simplement le personnel du génie à Halifax d'y voir de plus près. »

L'ancien Upholder de la flotte britannique était bien connu pour ses malfonctionnements électriques fréquents. Durant les essais de l'été dernier, on avait remarqué un pépin avec les génératrices.

Toujours selon le document, les techniciens de l'équipage croyaient avoir trouvé une solution juste avant l'appré- reillage du 4 octobre.

L'équipage voulait « retester » le système en surface une fois en route, peut-on lire dans le message envoyé au quartier général à Halifax le 5 octobre à 10 h 58, soit quelques heures avant l'incendie d'origine électrique qui a endommagé la salle de commandement, la cabine du capitaine et des installations électriques au pont inférieur.

En cas d'échec du deuxième test, l'équipage voulait obtenir l'accès à des installations basées à terre.

Selon l'hypothèse la plus plausible actuellement, le sinistre aurait été causé par une vague qui se serait engouffrée par deux écrouilles restées ouvertes, dont une était en réparation. L'eau de mer aurait arrosé la salle de commandement et inondé un branchement de haute tension.

L'isolation fautive du branchement aurait causé un arc, un court-circuit, puis la conflagration.

Un comité de la marine poursuit son enquête interne. Son rapport devrait être déposé d'ici au 22 décembre.

## ÉLECTIONS

# Le Canada est prêt à donner de la formation en Irak

JIM BROWN  
PRESSE CANADIENNE

Le gouvernement canadien est prêt à participer à la tenue des élections que les autorités américaines souhaitent tenir en Irak en y envoyant des observateurs et en formant du personnel, a annoncé Paul Martin.

C'est un domaine dans lequel le Canada jouit d'une grande compétence, a indiqué M. Martin hier, dans une entrevue sur le réseau américain CNN.

Jusqu'à présent, le Canada n'a reçu aucune demande d'aide dans l'organisation du scrutin, prévu le 30 janvier. Mais selon le premier ministre, Ottawa a indiqué que les Canadiens sont prêts à intervenir rapidement, si on nous le demande.

Les autorités canadiennes ont fait savoir la semaine dernière que le premier ministre avait discuté du sujet avec le président américain George W. Bush au cours de sa visite à Ottawa et Halifax. Mais M. Bush n'a fait aucune demande spécifique, et on s'attend à ce que la participation canadienne s'inscrive plutôt dans le cadre d'une mission internationale impliquant plusieurs pays.

M. Martin rejette cependant l'idée de déployer des militaires canadiens pour aider les troupes américaines et britanniques à maintenir l'ordre durant les élections. Le personnel de l'armée canadienne est déjà fortement impliqué en Afghanistan, et pourrait devoir répondre à de nouvelles demandes d'aide au maintien de la paix en Haïti, et dans la région du Darfour, au Soudan, a-t-il souligné.

Mais la pénurie de soldats n'est pas la seule explication de la réticence du premier ministre à franchir la ligne séparant la formation de civils de l'aide militaire. Comme son prédécesseur, Jean Chrétien, M. Martin fait une distinction entre l'Afghanistan et l'Irak. Les deux hommes étaient favorables à une intervention armée contre le régime afghan, qui avait fourni un refuge à des terroristes, mais tous deux s'opposaient à une action militaire américaine visant à chasser Saddam Hussein du pouvoir en Irak.

« Nous n'étions pas d'accord avec l'invasion de l'Irak », a réitéré M. Martin hier. Mais maintenant que l'invasion est un fait, M. Martin se dit prêt à aider les efforts dirigés par les États-Unis pour instituer un régime politiquement stable à Bagdad.

# Les juristes de l'État déclenchaient une grève des heures supplémentaires

ÉMILIE CÔTÉ

Les 850 avocats et notaires de l'État comptent déclencher une grève générale illimitée des heures supplémentaires dès vendredi, ce qui pourrait perturber les nombreux travaux à l'Assemblée nationale en cette fin de session parlementaire.

Les membres de l'Association des juristes de l'État (AJE) sont notamment chargés de rédiger les projets de loi et les mémoires à l'intention des parlementaires. Ce matin, l'AJE est convoquée par le Conseil des services essentiels à une rencontre de médiation avec le Conseil du Trésor (gouvernement du Québec).

L'AJE conteste certaines modalités exigées par le Conseil des services essentiels quand elle a eu recours pour une première fois à la grève, les 11 et 25 mars derniers. Ces modalités concernent la présence obligatoire des juristes à l'Assemblée nationale. « Cette fois-ci, il faut s'assurer que leur présence durant les heures de grève soit vraiment requise », explique le président, M<sup>e</sup> Marc Lajoie.

Les 16 et 17 novembre derniers, les juristes de l'État ont voté dans une proportion de 71,4 % en faveur de moyens de pression pouvant aller jusqu'à la grève générale. L'AJE a décidé de ne se prêter à aucun travail supplémentaire à compter du 10 décembre, soit avant 8 h 30 et après 16h30 durant la semaine, ainsi que les samedis et dimanches. « Nous enta-

mons la fin de la session parlementaire », souligne M<sup>e</sup> Lajoie, soit une période durant laquelle les juristes sont appelés à travailler énormément, même durant la nuit, pour peaufiner les derniers amendements nécessaires à l'adoption des projets de loi. « Nous espérons donc avoir des offres cré- dibles du gouvernement. »

Leur convention collective est échu depuis le 30 juin 2002. Actuellement, les 850 avocats et notaires de l'AJE peuvent gagner entre 35 412 \$ et à 80 900 \$. Certains accèdent à un maximum « mérite » de 94 969 \$, mais ils ne représentent que 30 % des juristes, indique M<sup>e</sup> Lajoie.

L'AJE a déposé une demande au Conseil du trésor pour faire passer le sommet de l'échelle salariale à 136 000 \$, alors que le Conseil a présenté une première offre qui le ferait grimper à 86 189 \$. « Nous voulons une offre sérieuse, dit M<sup>e</sup> Lajoie. Nous avons une parité historique avec les procureurs de la Couronne, qui ont obtenu l'an dernier (après d'intenses négociations) un salaire de 40 800 \$ à l'entrée et un salaire maximum de 93 085 \$. »

La médiation entre le gouvernement du Québec et l'AJE se tiendra ce matin. À défaut d'une entente entre les parties, une audience publique est prévue en après-midi à compter de 15 h. Si tel est le cas, le Conseil déterminera les services essentiels à maintenir.



## une route, un rêve

On a tous un rêve, certains sont à portée de la main; d'autres, pour se réaliser, ont besoin d'un p'tit coup de pouce. Les concessionnaires Mazda du Québec vous offrent de prendre la route... et, ce faisant, de participer à la réalisation d'un rêve d'enfant.



Du 1<sup>er</sup> au 31 décembre 2004, avec tout achat ou location d'un véhicule Mazda neuf, votre concessionnaire Mazda du Québec remettra 20 \$ à la Fondation Rêves d'Enfants. Voilà une occasion unique de prendre le volant d'une Mazda et de participer à la réalisation d'un rêve.



Les concessionnaires Mazda du Québec

## ACTUALITÉS

## GANGS DE RUES

# Chagnon ouvre la porte à une escouade régionale mixte

CAROLINE TOUZIN

Pour lutter contre les gangs de rue, le ministre québécois de la Sécurité publique, Jacques Chagnon, n'écarte pas l'idée de financer une escouade régionale mixte semblable à celle qui s'est attaquée avec succès aux bandes de motards dans le cadre de l'opération Printemps 2001.

Dans une entrevue accordée à *La Presse* hier, il a pour la première fois manifesté officiellement une ouverture au sujet de la demande faite au début de l'automne par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) après un été mouvementé durant lequel une fusillade a éclaté en plein centre-ville entre deux gangs rivaux. Joint à New York, où il participe

depuis samedi à une série de rencontres sur la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme, M. Chagnon a beaucoup discuté des gangs de rue avec la police de cette ville américaine aux prises avec le même fléau. Il y a aussi été question de jeter les bases d'une entente d'assistance entre Québec et l'État de New York en cas de sinistre naturel ou d'attentat terroriste.

Cette nouvelle entente représenterait un élargissement de celle conclue entre les deux États au mois d'août dernier concernant un plus grand échange de renseignements criminels et terroristes.

« Les membres de gangs de rue sont mobiles. On sait que les Crips et les Bloods de New York ont des sous-groupes à Montréal. S'ils sont fichés là-bas et qu'ils ar-

riquent chez nous, on connaîtra leur passé judiciaire et leurs spécialités », explique le ministre pour justifier la première entente.

M. Chagnon affirme qu'il sera davantage en mesure de savoir en janvier ou en février s'il dispose des crédits ministériels nécessaires dans le prochain budget pour financer une telle escouade. À ses débuts, Carcajou, devenue l'Escouade régionale mixte, coûtait de 5 à 6 millions par année en excluant les salaires des policiers.

Le ministre ne veut pas faire d'annonce précipitée, dit-il, en raison des « années de vaches maigres » auxquelles fait face son gouvernement depuis le début de son mandat.

M. Chagnon affirme toutefois que le dossier des gangs de rue est celui qui le préoccupe le plus ac-

tuellement. Le centre des renseignements criminels du Québec met d'ailleurs toute la gomme depuis septembre pour dresser un portrait complet de ces gangs sur tout le territoire québécois « de façon à éviter de se faire surprendre comme on s'est fait surprendre avec les motards », plaide-t-il, faisant référence à la mort du petit Daniel Desrochers, victime de l'explosion d'une bombe posée par des motards dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve en 1995.

Déjà en septembre, M. Chagnon a fait passer de deux à cinq le nombre d'enquêteurs de la Sûreté du Québec (SQ) au sein de l'escouade Sans frontières regroupant aussi une dizaine de policiers de Montréal, de Laval, de Longueuil et de la Gendarmerie royale du Canada. Financée par chacun des

corps policiers, cette escouade a été créée il y a un peu plus d'un an spécifiquement pour contrer les activités criminelles des gangs de rue. Le SPVM, leader de l'escouade, voudrait que le gouvernement lui donne plus de moyens pour empêcher l'expansion du phénomène.

## Lutte contre le terrorisme

Aujourd'hui, dernière journée de sa visite, le ministre Chagnon compte demander notamment au corps de police de New York d'intégrer un agent de la SQ dans ses bureaux de renseignements puisqu'un policier de la Grosse Pointe travaille déjà à temps plein dans les locaux de la SQ à Montréal.

En ce qui a trait au projet d'entente d'assistance mutuelle, il pourrait être particulièrement utile à la suite de sinistres naturels, croit le ministre. « Lors de la crise du verglas, New York aurait pu nous fournir de l'aide matérielle comme des génératrices et du personnel pour nous aider à remonter les pylônes. On aurait pu prendre moins d'un mois pour rebâtir le réseau », plaide-t-il.

L'État américain voisin du Québec avait apporté une certaine aide à la province en 1998, mais rien de très structuré, ajoute le ministre.

## Fin de l'«état d'urgence» place Émilie-Gamelin



PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

L'Action terroriste socialement acceptable (ATSA), un organisme de sensibilisation, avait déclaré l'état d'urgence jusqu'à hier, place Émilie-Gamelin, près de la station de métro Berri-UQAM, où l'organisme avait érigé un camp de fortune. Cet événement organisé depuis cinq ans visait à mieux faire connaître le quotidien difficile des sans-abri. Au cours des cinq jours qu'a duré l'événement, des repas gastronomiques concoctés par de grands chefs montréalais ont été servis, et les Zapartistes, Loco Locass et la Chanco Family sont notamment venus réchauffer la tente! Bernadette Laforest, qui vit dans la rue, a profité hier de l'occasion pour déguster un bon repas chaud, mais également pour trouver un peu de chaleur humaine.

## Menacée de déportation, une famille fuit en mer

PRESSE CANADIENNE

HALIFAX – Une famille russe a pris la mer au moment où une tempête menaçait l'Atlantique Nord, en fin de semaine, à cause d'une décision « sans coeur » des fonctionnaires de l'immigration, affirme un avocat de Halifax.

Vitaly Bondarenko, sa femme et leurs deux enfants ont quitté le port de Halifax à bord d'un bateau à voile de 11 mètres, samedi, dans l'espoir d'éviter la déportation.

« Je suis très, très inquiet pour eux, et si quelque chose arrive à cette famille, il y aura du sang sur les mains du ministère de l'Immigration et du peuple canadien », a soutenu l'avocat, Lee Cohen.

Les agents de l'immigration avaient donné jusqu'au 14 décembre à M. Bondarenko pour quitter le Canada, mais il a décidé de partir samedi pour profiter de deux jours de temps favorable. Outrepasser la date limite du 14 décembre aurait signifié la déportation, ce qui aurait gravement compromis les chances de M. Bondarenko d'immigrer au Canada. Il lui est d'ailleurs interdit de rentrer au Canada pour une période de 12 mois.

M. Bondarenko a dit qu'il espérait décrocher un emploi au Canada, et immigrer ici avec sa famille. Ce diplômé universitaire russe qui navigue depuis 13 ans est arrivé à Halifax en juin.

Le ministère fédéral de l'Environnement a confirmé le danger que pourrait courir le bateau des Bondarenko. Un météorologue a indiqué qu'une forte tempête, accompagnée de vents violents, est attendue dans l'Atlantique Nord au début de la semaine.

## NOUVEAU REGISTRE NATIONAL DES DÉLINQUANTS SEXUELS

# Les proches des victimes crient leur déception

MAXIME BERGERON

Le Registre national des délinquants sexuels, qui sera implanté partout au Canada le 15 décembre prochain, ne va pas assez loin au goût de plusieurs parents de victimes.

Principale critique : le registre ne contiendra pas les noms des délinquants qui auront fini de purger leur peine en date du 15 décembre. « Si ce n'est pas rétroactif, ça ne vaut rien ! » dénonce Michel Surprenant, père de Julie Surprenant, disparue en 1999 à Terrebonne. Le principal suspect dans la disparition non résolue de sa fille est Richard Boisson, un voisin immédiat condamné à plusieurs reprises depuis 1973 pour des crimes à caractère sexuel.

En fait, le registre présentera une certaine forme de rétroactivité. Ainsi, les personnes déjà emprisonnées ou sous le coup d'une probation lorsque le registre entrera en fonction, la semaine prochaine, devront s'y inscrire si la Cour en fait la demande.

Seulement au Québec, cela représente 3500 personnes, indique

Sabin Ouellet, substitut en chef du procureur général du Québec. « Chaque dossier devra être réétudié. Ça représente une bonne charge de travail pour les procureurs de la Couronne, mais on est prêts. »

Mais c'est trop peu pour M. Surprenant. « Les plus dangereux, ceux qu'on veut contrôler, ne seront pas dans le registre. Quand on comprend l'escalade des fantasmes d'un prédateur sexuel, on réalise que c'est quand il n'est plus sur la scène judiciaire qu'il commence à être dangereux. »

Pierre-Hugues Boisvenu, dont la fille Julie a été enlevée, séquestrée et agressée sexuellement avant d'être assassinée par Hugo Bernier en 2002, s'est lui aussi dit « très déçu » que la rétroactivité ne couvre pas une plus longue période. Mais surtout, il aurait voulu que le registre en question soit accessible au public.

« Ça aurait eu un effet dissuasif sur les prédateurs sexuels de savoir que leurs voisins sont au courant de leurs comportements, souligne M. Boisvenu. Et si le prédateur emprisonné sait qu'il sera fiché en sortant, il sera peut-être plus enclin à suivre une thé-

rapie pour se réhabiliter en prison. Là, il n'y a aucune pression sur eux. »

N'y aurait-il pas risque de vengeance collective en rendant le registre public ? « Il y a deux choix : soit le dérapage se fait du côté du criminel, qui va assassiner un autre enfant, ou il se fait du côté de la population, qui va prendre en main sa sécurité, dit M. Boisvenu. On est bien mieux de protéger les droits collectifs que les droits individuels. »

Christine Carretta abonde dans le même sens. Sa soeur Cathy est morte étranglée en 1998. « Ce registre sera sûrement un excellent outil pour les policiers, mais ça n'apportera aucune sécurité supplémentaire à la population s'il n'est pas rendu public. »

Aux États-Unis, la Pennsylvanie a récemment annoncé son intention de diffuser les noms d'environ 7000 délinquants sexuels. Plusieurs États, comme la Californie, possèdent déjà des registres publics. Le site [www.lacounty.info](http://www.lacounty.info) offre même un « localisateur » de délinquant sexuel !

L'Association canadienne des policiers s'oppose fermement à

une telle divulgation des identités. « Il y a eu un débat là-dessus et on a toujours préconisé que cet outil ne soit pas disponible au public », signale la porte-parole Sophie Roux.

### Un outil efficace

L'implantation d'un registre du genre en Ontario en 2001 a été « très concluante », a affirmé à *La Presse* Bruce Miller, directeur exécutif de l'Association des policiers de l'Ontario. « Quand un crime vient tout juste d'être commis, ça permet de localiser rapidement les prédateurs sexuels dans un quartier. C'est précieux quand on sait que les 24 premières heures sont les plus cruciales. »

L'implantation d'un registre national permettra par ailleurs d'éviter que des pédophiles ontariens trouvent « refuge » dans d'autres provinces, et vice-versa. « Avant, un délinquant sexuel pouvait déménager de l'Ontario au Québec sans problème. Ce ne sera plus le cas, puisqu'il sera tenu de divulguer tout changement d'adresse. »

La GRC sera chargée de la maintenance technique du nouveau registre national, qui sera opéré localement par les différents corps policiers. La

mise sur pied de cet outil a coûté 2 millions de dollars. Les coûts annuels de fonctionnement devraient quant à eux se maintenir à 400 000 \$, a-t-on assuré au ministère fédéral de la Sécurité publique.

### LE REGISTRE

Résultat de la loi C-16 adoptée en avril dernier à Ottawa, le Registre national des délinquants sexuels consignera les identités et les adresses des personnes condamnées pour un crime à caractère sexuel. Si la Cour l'exige, les condamnés seront tenus de s'inscrire au registre dès leur sortie de prison et d'aviser les autorités policières de tout changement d'adresse. Leurs noms resteront sur la liste pour une période de 10 ans, 20 ans ou à perpétuité, selon l'offense commise. Le registre sera accessible en réseau à tous les corps de police du Canada dès le 15 décembre. Il leur permettra, par exemple, de localiser tous les pédophiles dans un quartier précis dès qu'une disparition d'enfant sera signalée. L'Ontario a mis sur pied un tel outil en 2001. Le Manitoba possède quant à lui un site Web, [cyberaide.ca](http://cyberaide.ca), dans lequel on peut signaler en ligne les cas d'agressions.

# Alain Gravel à la présidence de la Fédération des journalistes

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN  
LE SOLEIL

QUÉBEC—Le nouveau président de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ), Alain Gravel, veut relancer le débat sur le statut des journalistes. L'animateur et journaliste de l'émission *Enjeux* à Radio-Canada entame ainsi son mandat dans la lignée de la présidente sortante, Anne-Marie Dussault.

« Faut-il encadrer la pratique de la profession ? Faut-il protéger le titre pour protéger nos zones de libertés ? Avec tout ce qui s'est passé cette année, c'est nécessaire d'en discuter », dit M. Gravel.

CHOI-FM et, surtout, l'affaire Néron, imposent une remise en question des pratiques journalistiques, croit le nouveau président de la FPJQ. « Avec la liberté d'expression, il doit y avoir une responsabilisation de plus en plus grande des journalistes sur leur transparence et sur leur façon de faire ce métier. »

La débat n'a rien de nouveau, admet M. Gravel. Même s'il n'a pas encore d'opinion tranchée sur le débat, il se dit déjà opposé à l'idée d'une corporation ou d'un ordre des journalistes. « Ça restreindrait trop l'accès à la profes-

sion. Ce qui est intéressant dans ce métier, c'est que les gens viennent de tous les secteurs. J'ai déjà travaillé avec une collègue qui avait une formation en gestion de bibliothéconomie et qui était une excellente journaliste. »

## Une année chargée

L'année s'annonce donc chargée pour M. Gravel qui, parallèlement, poursuivra son travail d'animateur de l'émission *Enjeux* et sa tâche de chargé de cours à l'UQAM. En mars, il aura un épineux dossier à gérer. La Cour fédérale d'appel devrait alors entendre la cause de CHOI-FM qui conteste le refus du CRTC de renouveler sa licence.

« Je vois ce dossier comme les autres. Il faut défendre la liberté de presse, mais il faut aussi être responsable. À côté de chaque liberté, il y a des responsabilités », indique M. Gravel.

Le nouveau président de la FPJQ s'interroge sur la sévérité de la sanction imposée à la station controversée. « Il y a toujours d'autres façons de sanctionner ceux qui ne respectent pas l'éthique. Dans notre reportage sur CHOI à *Enjeux*, on a vu le cas des États-Unis où l'on donne des amendes salées. Eh bien ! la conséquence est le congédiement de l'animateur. »



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE ©  
Anne-Marie Dussault, la présidente sortante de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, est accompagnée par celui qui la remplace, Alain Gravel, animateur et journaliste de l'émission *Enjeux*.

## EN BREF

### Un homme comparait pour conduite dangereuse

Vingt-quatre heures après une folle poursuite qui a fait une victime, en plus de semer la panique dans la région de Victoriaville, un premier présumé chauffard a comparu, hier, au palais de justice de Québec. Denis Ferland, 29 ans, fait face à 11 chefs d'accusation et la liste pourrait s'allonger dans les prochains jours.

Le procureur de la Couronne, M<sup>re</sup> Thomas Jacques, demande notamment au juge Narcisse Proulx de retenir des accusations de négligence criminelle causant la mort, de conduite dangereuse causant la mort et de délit de fuite. Le juge s'est opposé à la remise en liberté du résident de Mascouche pour la durée des procédures. La seconde comparution devrait avoir lieu demain.

Son complice, âgé de 31 ans, de L'Île-Perrot, se trouve toujours à l'hôpital pour soigner des blessures. Il n'a pas encore comparu devant le tribunal. C'est demain qu'il devrait connaître les accusations qui seront portées contre lui.

La poursuite au dénouement tragique a débuté vers 6h, vendredi, dans une halte routière située en bordure de l'autoroute 20, à Villeroy. Les deux hommes auraient tenté de voler un camion chargé d'aluminium. Le Soleil

L'Association des concessionnaires Pontiac-Buick-GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée. Réservées aux particuliers, s'appliquant aux modèles neufs de base 2005 en stock suivant. Wave (2D28/R7A), G6 (2Z66/R7B), Vibe (2SL26/R7A) et Pursuit (2AUR9/R7A). Les modèles illustrés comprennent certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Conditionnel à l'approbation de crédit de GMAC. Les frais liés à l'inscription au Régistre des droits personnels et réels mobiliers et réels immobiliers sont en sus et payables à la livraison. À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois avec versement initial ou échange équivalent de Wave: 2217\$, G6: 3873\$ et Vibe: 3203\$. À la location, transport et préparation inclus. Transport (930\$), immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12c du km après 80 000 km. Première mensualité exigible à la livraison. Taux de financement à l'achat de 0% pour un terme de 36 mois sur approbation de crédit de GMAC. À l'achat, préparation incluse. Transport (930\$), immatriculation, assurance et taxes en sus. Prix de détail suggéré par le fabricant. Aucun achat requis. Le concours s'adresse aux résidents canadiens admissibles ayant atteint l'âge de la majorité dans leur province de résidence. Le concours prend fin le 31 janvier 2005. Les grands prix excluent les véhicules de marque HUMMER et Cadillac ainsi que certains autres véhicules, et peuvent varier selon les marques vendues par le concessionnaire chez qui se sera rendu le participant. Les crédits offerts en prix sont valables durant une période limitée et, comme les crédits de base, s'appliquent uniquement à l'achat ou à la location de modèles 2004 (en stock) ou 2005 admissibles (à l'exclusion des véhicules HUMMER 2004-2005 notamment). Les crédits de base ne s'appliquent pas à l'achat ou à la location des véhicules suivants: fourgonnettes G (de tourisme, utilitaires et tronquées) 2004-2005 et Corvette 2005. Les véhicules doivent être livrés au plus tard le 31 janvier 2005. Les chances de gagner varient d'un prix à l'autre. La plupart des prix sont répartis sur une base régionale. Les personnes choisies au hasard pour un prix doivent répondre correctement à une question mathématique pour en être déclarées gagnantes. Au Canada, il y a un total de 150 véhicules à gagner, dont 27 pour la province de Québec. Tous les participants admissibles recevront un crédit d'achat/location d'une valeur de 1 000\$ sur la plupart des modèles 2005, ou un crédit d'achat/location d'une valeur de 500\$ sur la plupart des modèles 2004, et sur une sélection de modèles 2004 et sur une sélection de modèles 2005, dont 20 au Québec, 400 crédits de 3 000\$, dont 80 au Québec. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif au Canada: 100 crédits de 10 000\$, dont 20 au Québec, 100 crédits de 5 000\$, dont 20 au Québec, 400 crédits de 2 000\$, dont 1 080 au Québec. Un échange entre concessionnaires peut être requis. Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, au 1 800 463-7483 ou visitez www.gmcanada.com. GM Mobilité. Le concessionnaire peut vendre ou louer à un prix moindre. Un échange entre concessionnaires peut être requis.

Être à la pointe. Prendre le volant et voir le monde se retourner. Jouer dans le trafic. Avoir sa Wave. Et en manger...

# Goûtez-y



## PONTIAC WAVE

Moteur 1,6L à DACT, 4 cylindres de 103 HP • Habitacle pour 5 passagers • Boîte manuelle à 5 vitesses • Sacs gonflables avant côtés conducteur et passager • Banquette arrière divisée 60/40 rabattable • Phares antibrouillard • Chauffe-moteur • Direction et freins assistés • Pneus P185/60R/14 toutes-saisons • Garantie limitée 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur sans aucune franchise

# 149 \$/mois\*

Terme de 48 mois à la location. Transport et préparation inclus.

0 \$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ | OU | 0 % FINANCEMENT À L'ACHAT†

PLUS CRÉDIT DE L'ÉVÉNEMENT ON GAGNE



## PONTIAC G6

Moteur 3,5 L V6 à ISC de 200 HP • Boîte automatique à 4 vitesses avec surmultipliée • Climatiseur • Rétroviseurs, glaces et ouvre-coffre à commandes électriques • Télédéverrouillage • Régulateur de vitesse • Banquette arrière divisée 60/40 rabattable • Radio AM/FM stéréo avec lecteur CD et 6 haut-parleurs • Centralisateur informatique de bord • Concolne de direction télescopique, inclinable et réglable • Sacs gonflables avant à déploiement adapté • Roues de 16 po en aluminium • Phares antibrouillard • Phares à halogènes automatique

259 \$/mois\* | 0 \$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ | OU | 0 % FINANCEMENT À L'ACHAT†

PLUS CRÉDIT DE L'ÉVÉNEMENT ON GAGNE



## PONTIAC VIBE

Moteur VVT-I, 4 cylindres de 1,8L de 130 HP • Climatiseur • Rétroviseurs à réglage électrique • Phares antibrouillard • Prise de courant de 115 volts AC dans le tableau de bord • Lecteur CD et 4 haut-parleurs • Banquette arrière divisée 60/40 rabattable à plat • Écran cache-bagages • Longeron de porte-bagages • Volant inclinable • Roues de 16 po • Garantie limitée 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur sans aucune franchise

239 \$/mois\* | 0 \$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ | OU | 0 % FINANCEMENT À L'ACHAT†

PLUS CRÉDIT DE L'ÉVÉNEMENT ON GAGNE



## PONTIAC PURSUIT

Moteur 2,2 L 4 cylindres ECOTEC à DACT de 145 HP • Boîte manuelle Getrag à 5 vitesses avec surmultipliée • Banquette arrière divisée 60/40 rabattable • Tachymètre • Sacs gonflables à déploiement adapté • Radio AM/FM stéréo avec lecteur CD • Phares à halogènes automatiques • Roues de 15 po • Sièges baquets avant sport, côté conducteur, réglable en hauteur • Centralisateur informatique de bord • Concolne de direction réglable • Garantie de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur sans aucune franchise

À partir de 15 925 \$\*\* | 0 % FINANCEMENT À L'ACHAT†

PLUS CRÉDIT DE L'ÉVÉNEMENT ON GAGNE

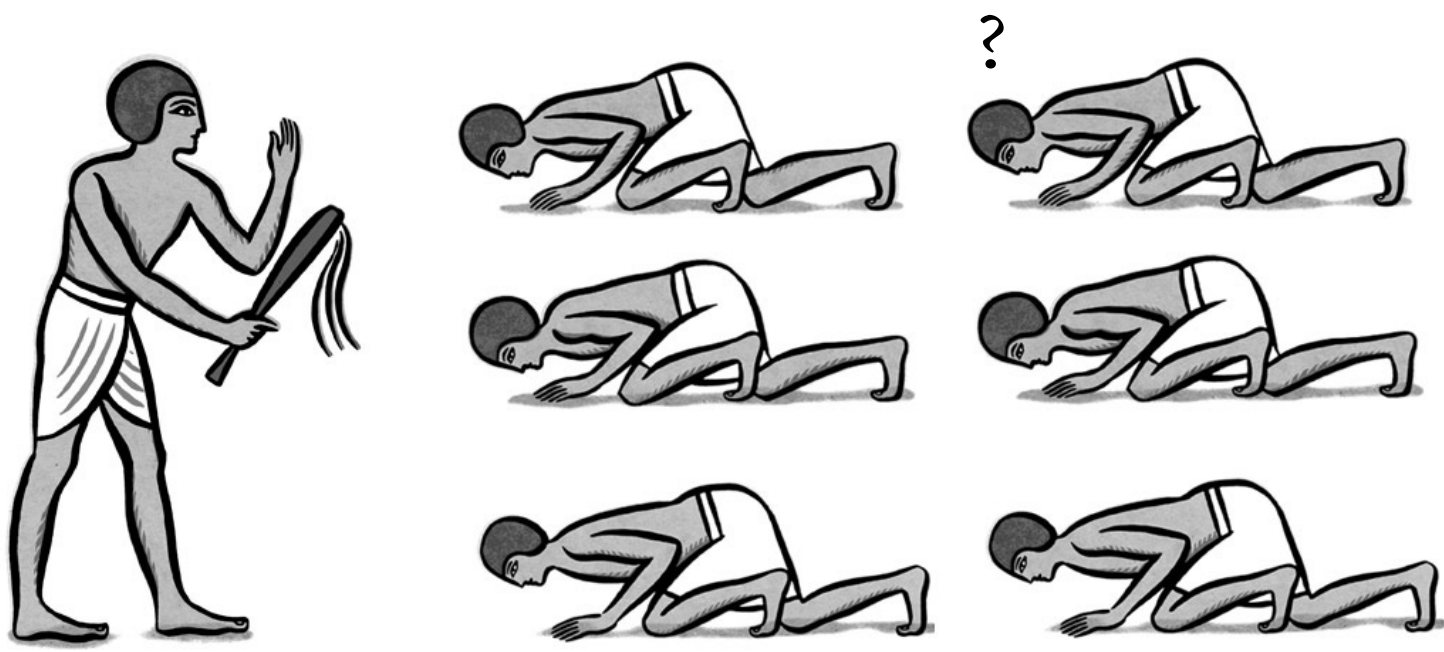
GAGNEZ UN DES 150 VÉHICULES



OU JUSQU'À 10 000 \$ DE CRÉDIT

À l'achat ou à la location sur la plupart des modèles 2004 et 2005





## POURQUOI TRAVAILLER POUR UN AUTRE?

Vous voulez être votre propre patron? Tapez [www.acquization.biz](http://www.acquization.biz): le nouveau service Internet voué à la recherche d'entreprises et de franchises. Simple, sûr et confidentiel, il est gratuit pour les acheteurs. Entrez vos critères de recherche et vous serez avisé par courriel aussitôt qu'un vendeur éventuel se manifeste. Vous pouvez aussi y repérer agents, courtiers et autres ressources professionnelles. Chez Acquization.biz, l'occasion fait le patron.

# Acqui<sup>z</sup>ition.biz

Pour acheter ou vendre une entreprise: (514) 499-0334

[www.acquization.biz](http://www.acquization.biz)



## SUITE DE LA UNE

# « Si j'avais été plus près de Polytechnique, est-ce que j'aurais pu sauver plus de vies? »

**POLY** suite de la page A6

« Parce que, chaque fois, la même question me revient en tête, ajoute M. Paul, aujourd'hui sergent-détective au SPVM. Et si cette journée j'avais été plus près de Polytechnique, est-ce que j'aurais pu sauver plus de vies? »

Jeune policier de 25 ans, Philippe Paul file des membres d'un réseau de voleurs, boulevard Saint-Laurent, lorsqu'il entend un appel sur sa radio, un peu après 17 h. Prise d'otages à l'École polytechnique de Montréal.

Délaissant sa filature, il fonce vers l'établissement dans son véhicule banalisé. Il lui faudra une dizaine de minutes pour se rendre sur les lieux du drame en raison de la lourdeur du trafic.

À son arrivée, quelques agents en uniforme commencent alors à cerner l'établissement. Pris de panique, les étudiants sortent en courant. Comme il est habillé en

civil, Philippe Paul décide d'entrer à l'intérieur du bâtiment, escorté à distance par deux autres policiers.

Il dissimule son arme le long de sa jambe, question de ne pas affoler davantage les gens déjà paniqués. « Un étudiant m'a dit qu'il venait tout juste d'entendre un coup de feu et m'a donné le numéro du local où la fusillade avait lieu », raconte le policier. Peu familier avec les lieux, Philippe Paul demande à un professeur de l'accompagner jusqu'au troisième étage, là où Lépine a terminé sa ronde mortelle.

« J'ai vu plusieurs cadavres devant l'entrée de la salle de classe, dont celui d'une femme tombée face contre terre dans le cadre de la porte, visiblement atteinte au dos. Mais c'est seulement une fois que je suis entré dans la pièce que j'ai pu constater le carnage », relate M. Paul.

Marc Lépine git sur le dos, la ca-

rabine toujours à la main. « Il avait reçu un projectile à la tête et c'était clair qu'il était mort », indique le policier.

Pendant qu'il avertit ses collègues sur son émetteur qu'il a trouvé un suspect mort, les policiers en uniforme fouillent le reste du bâtiment à la recherche de complices. Il faudra plus d'une heure avant de déterminer que Marc Lépine a agi seul.

## Blessées

Dès lors, Philippe Paul constate que quelques-unes des filles atteintes par balles ne sont pas mortes. Celle tombée dans le cadre de porte est gravement touchée au thorax. « Je l'ai tournée sur le côté et j'ai sorti le sang de sa bouche pour ne pas qu'elle se noie. » La jeune femme survivra finalement à ses blessures.

Une autre blessée dans la salle n'aura pas la même chance. « J'ai vu une fille étendue par terre qui

avait reçu un projectile à la tête et qui était toujours vivante. Je l'ai prise dans mes bras pour tenter de l'apaiser en lui disant que j'étais un policier en civil. » Elle est morte une trentaine de secondes plus tard.

## La fille d'un collègue

L'intensité du drame augmente lorsque le directeur des communications de la police de Montréal de l'époque, Pierre Leclair, tente d'entrer dans la salle de classe. Responsable de l'enquête sur la tuerie dans cette pièce, Philippe Paul lui en refuse l'accès.

Le directeur aura tout de même le temps de voir par-dessus l'épaule du jeune agent sa fille parmi les victimes. « Il m'a simplement dit qu'il n'y avait pas de problème et de bien faire mon travail. Je ne lui ai jamais reparlé », indique M. Paul.

Plus tard en soirée, le jeune policier rencontrera un psycholo-

gue, comme tous les agents impliqués dans l'intervention. « De nos jours, cela ne se ferait pas aussi rapidement. Imaginez, j'avais encore du sang sur mon manteau! » s'indigne Philippe Paul.

En effet, comment assimiler si rapidement l'image des 14 jeunes femmes tuées par Lépine? Comment interpréter la lettre trouvée dans une poche du tireur dans laquelle il blâme les femmes pour son acte? C'est finalement dans le silence que le policier réussira à vivre avec le souvenir de cette sombre soirée.

## Affaire Fabrikant

Deux ans plus tard, la fusillade de l'Université Concordia lui rappellera de façon cruelle les événements du 6 décembre 1989. Deuxième voiture de patrouille arrivée sur les lieux, l'agent Philippe Paul tiendra en joue le professeur Valery Fabrikant qui venait d'abattre quatre de ses collègues. « Dans le cas de M. Fabrikant, on a au moins pu sauver certaines victimes et je savais qu'on ne pouvait rien faire de plus parce qu'il tenait en joue des gens. On se sent tellement impuissant devant certains événements. »

Programmes de location au détail et de financement à l'achat offerts sous réserve d'approbation du crédit par Toyota Services Financiers. \*La location est basée sur une location-bail de 60 mois et un taux de location de 3,9 % pour une berline Echo 2005 (modèle BT123M-A avec boîte manuelle) ou une location-bail de 48 mois et un taux de location de 4,2 % pour une Corolla CE 2005 (modèle BR32EM-A avec boîte manuelle) avec acompte de 1 654 \$ pour une berline Echo 2005 ou de 2 123 \$ pour une Corolla CE 2005. †Première mensualité de 0 \$ sur tous les modèles berline Echo 2005 neufs en stock, pour des termes de location de 60 mois. Si un client désire avoir un terme de location moindre que 60 mois, un rabais représentant le coût d'une mensualité (taxes incluses), basée sur un terme de 60 mois sera accordé. Dépot de garantie de 0 \$ sur tous les modèles berline Echo 2005 neufs en stock à la location. Première mensualité de 0 \$ et dépot de garantie de 0 \$ sur une berline Echo 2005 ou première mensualité de 189 \$ et dépot de garantie de 0 \$ sur une Corolla CE 2005 exigibles à la livraison. Obligation totale de location de 11 794 \$ sur une berline Echo 2005 ou de 11 195 \$ sur une Corolla CE 2005. Option d'achat de 5 068,80 \$, basée sur un maximum de 120 000 km sur une berline Echo 2005 ou option d'achat de 7 125,40 \$, basée sur un maximum de 96 000 km sur une Corolla CE 2005. Supplément de 0,07 \$/km excédentaire exigible le cas échéant. Calculé à partir du PDSF de 14 080 \$ pour une berline Echo 2005 ou de 15 490 \$ pour une Corolla CE 2005. La location comprend un maximum de 960 \$ pour les frais de transport et de préparation sur une berline Echo 2005 et de 1 010 \$ sur une Corolla CE 2005. L'obligation totale de location comprend un maximum de 15 \$ sur la taxe des pneus. Immatriculation, assurance et taxes applicables en sus. \*\*Exemple de financement pour une berline Echo 2005 : 10 000 \$ à 3,6 % par an équivaut à 293,46 \$ par mois pendant 36 mois. Frais d'emprunt de 564,56 \$ pour un total de 10 564,56 \$. ††Crédit à l'achat équivaut à une mensualité basée sur un terme de 60 mois (taxes incluses) applicable au financement à l'achat de tous les modèles berline Echo 2005 neufs en stock. Immatriculation, frais de transport et de préparation, enregistrement, assurance et taxes en sus. Exemple de financement pour une Corolla CE 2005 : 10 000 \$ à 4,9 % par an équivaut à 229,84 \$ par mois pendant 48 mois. Frais d'emprunt de 1 032,32 \$ pour un total de 11 032,32 \$. Immatriculation, frais de transport et de préparation, enregistrement, assurance et taxes en sus. Offres valables sur toutes les berlines Echo 2005 ou sur toutes les Corolla CE 2005 achetées ou louées avant le 3 janvier 2005. Certaines conditions s'appliquent. Un concessionnaire Toyota est libre d'établir ses propres prix de détail et ne subira aucune réclamation s'il choisit de vendre à un prix inférieur à ceux indiqués dans cette annonce. Pour de plus amples renseignements, voyez votre concessionnaire participant Accès Toyota, consultez le [www.acces.toyota.ca](http://www.acces.toyota.ca) ou composez le 1 888 TOYOTA-8.



## Faites vites avant qu'elles ne disparaissent.



berline Echo

Location à  
**169 \$\***  
par mois  
1<sup>re</sup> mensualité et dépot  
de garantie de 0 \$<sup>†</sup>  
ou financement à l'achat de  
**3,6 %** jusqu'à 36 mois\*\*  
Crédit à l'achat équivaut  
à une mensualité de location<sup>††</sup>

- Moteur 4 cylindres de 1,5 litre, 108 ch, distribution à calage variable
- Faible consommation de carburant ville/route L/100 km : 6,7/5,2
- AM/FM/CD avec lecteur MP3
- Coussins gonflables conducteur/passager
- Banquette arrière divisée 60/40



Corolla

Location à  
**189 \$\***  
par mois  
avec dépot de garantie de 0 \$<sup>†</sup>  
ou financement à l'achat de  
**4,9 %** jusqu'à 48 mois\*\*

- Moteur de 1,8 litre, 130 ch, distribution à calage variable intelligent
- Faible consommation de carburant ville/route L/100 km : 7,1/5,3
- Coussins gonflables conducteur/passager
- Rétroviseurs à télécommande assistée
- Siège du conducteur réglable de 6 façons

3277180

Visitez votre concessionnaire Accès aujourd'hui. Ou visitez notre site  
[www.acces.toyota.ca](http://www.acces.toyota.ca) ou composez le 1 888 TOYOTA-8.

**TOYOTA**  
un coup de cœur sans fin



Polytechnique Le drame, il y a 15 ans

# Un ruban blanc pour dénoncer la violence faite aux femmes

ÉMILIE CÔTÉ

Des hommes et des femmes porteront aujourd'hui un ruban blanc pour dénoncer la violence faite aux femmes et pour rappeler la tragédie du 6 décembre 1989. Il y a 15 ans, Marc Lépine faisait irruption dans l'École polytechnique, abattait 14 jeunes femmes avec son arme à feu, puis se tirait une balle dans la tête, laissant dans ses poches une lettre exprimant sa haine envers les féministes.

La Fondation des victimes du 6 décembre tient à ce que cette tragédie ne s'efface pas de la mémoire des gens. La Fondation tiendra à 16 h 30 aujourd'hui la 14<sup>e</sup> cérémonie, à la place commémorative du 6 décembre 1989, située à l'angle des rues Queen-Mary et Decelles à Montréal.

Pendant 14 secondes, la foule se recueillera en silence. Sylvie Haviernick, membre de la Fondation et soeur de l'une des 14 victimes, prononcera un discours, suivie de l'actrice Jacinthe Laguë, qui interprète le rôle de Manon dans le film *Elles étaient cinq* de la réalisatrice Ghislaine Côté. Manon est une jeune femme qui a du mal à oublier, 15 ans plus tard, le traumatisme subi lors d'un viol qui lui a fait perdre sa meilleure amie. Un rôle, donc, de circonstance.

Pour clore la commémoration, les gens seront ensuite invités à une marche aux flambeaux jusqu'à l'oratoire Saint-Joseph, où se tiendra un concert du chœur Modulation.

VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

# 121 000 signataires d'une pétition réclament une campagne de sensibilisation

ÉMILIE CÔTÉ

Quinze ans jour pour jour après la tuerie de 14 jeunes femmes de l'École polytechnique, la Fédération des femmes du Québec (FFQ) et Amnesty internationale déposeront aujourd'hui à l'Assemblée nationale une pétition qu'ont signée 121 000 personnes au cours des sept derniers mois. Elles demandent au gouvernement de lancer une campagne de sensibilisation et d'éducation sur la violence faite aux femmes.

« Nous voulons que la campagne soit échelonnée sur 10 ans, indique Danielle Hébert, coordonnatrice de la FFQ. Il faut sensibiliser le public à long terme, mais également outiller les professionnels en santé et en éducation qui rencontrent des femmes pouvant avoir subi de la violence. »

Souhaitant une campagne à l'image de celle contre l'alcool au volant, M<sup>me</sup> Hébert estime que la coercition devra s'ajouter aux messages publicitaires. Elle affirme que l'application de la Loi sur le contrôle des armes à feu — dont l'adoption a été accélérée par la tragédie de Polytechnique — est « controversée », mais que ses résultats sont positifs.

Le Conseil central du Montréal métropolitain (CCSN) appuie la démarche de la FFQ et d'Amnesty internationale, soulignant qu'une femme québécoise sur quatre a déjà été victime de violence de la part de son conjoint ou de son ex-conjoint.

Par voie de communiqué, le ministre fédéral de la Justice, Irwin Cotler, a quant à lui affirmé que nous devons « réfléchir sur la réalité actuelle et perturbante de la violence faite aux femmes dans notre société ». Il a ajouté que des mesures importantes ont été prises pour combattre la traite des femmes et des filles, tant au Canada qu'à l'échelle internationale, mais qu'« il reste énormément de travail à faire ».

# ACTUALITÉS

## LES 100 CANADIENS LES PLUS RICHES

# Céline Dion déclassée

D'APRÈS AFP ET PC

TORONTO – La chanteuse québécoise Céline Dion a été détrônée au palmarès des 100 plus grandes fortunes du Canada en 2004, selon les chiffres publiés hier par le magazine *Canadian Business*.

Céline Dion, artiste féminine ayant vendu le plus d'albums de tous les temps, n'apparaît pas sur la liste cette année après avoir été 97<sup>e</sup> en 2003 avec une fortune estimée à 320 millions de dollars canadiens. En 2004, la fortune des 100 Canadiens les plus riches a atteint un nouveau sommet à 130 milliards de dollars, en hausse de 7,8 % sur les 120,5 milliards de 2003. Kenneth Thomson, 81 ans, héritier et ex-président du groupe Thomson Corp (services d'informations financières et spécialisées) conserve la première place du classement avec un peu plus de 22 milliards, soit 360 millions de plus qu'il y a un an.

Le nom de Kenneth Thomson apparaît par ailleurs au 15<sup>e</sup> rang cette année sur la liste des personnes les plus riches de toute la planète publiée par le magazine américain *Forbes*. Au Canada, M. Thomson est suivi par Galen Weston, 64 ans, PDG du groupe alimentaire Weston et de la chaîne de supermarchés Loblaws, dont la fortune atteint 8,67 milliards. Trois noms québécois figurent parmi les 10 plus grandes fortunes canadiennes. Paul Desmarais père (Power Corporation), avec 3,94 milliards, la famille Saputo (Saputo inc.), avec 2,78 milliards, ainsi que David Azrieli (Canpro Investments Ltd.), avec 2,26 milliards, figurent au sixième, septième et neuvième rang de cette « dizaine dorée ». La famille Bombardier a quant à elle été recalée au 21<sup>e</sup> rang cette année. Sa fortune a fondu de 27 %, s'élevant à « à peine » 1,27 milliard.

## Repas complet pour Noël - 2,29 \$



Nous avons besoin de votre aide pour servir des repas chauds ou procurer d'autres services essentiels, en cette période de Noël, aux personnes démunies, sans-abri et qui souffrent dans la région de Montréal.

Pour seulement 2,29 \$, vous pouvez procurer un repas chaud ou un abri sécuritaire et une aide qui pourraient être le point de départ pour une nouvelle vie.

S'il vous plaît, aidez-nous à donner de la nourriture et des soins à ceux qui ont faim, aux sans-abri et à ceux qui souffrent en postant votre don dès maintenant.

- 22,90 \$ pour aider 10 pers. ○ 57,25 \$ pour aider 25 pers.
- 114,50 \$ pour aider 50 pers. ○ 229,00 \$ pour aider 100 pers.
- \_\_\_\_\_ \$ pour aider autant de personnes que possible

Pour porter votre don sur votre carte de crédit, veuillez composer le (514) 523-5288.

Nom \_\_\_\_\_  
 Adresse \_\_\_\_\_  
 Ville/Prov./Code postal \_\_\_\_\_  
 Téléphone ( ) \_\_\_\_\_  
 Courriel \_\_\_\_\_

Veuillez faire votre chèque payable à :  
**LA MISSION BON ACCUEIL**  
 C.P. 894, succursale St-Jacques, dépt. 404104  
 Montréal QC H3C 2V8  
 Situé au : 1490, rue Saint-Antoine Ouest  
 www.missionbonaccueil.com

NOTRE 113<sup>e</sup> ANNÉE AU SERVICE DES DÉMUNIS

## Des blindés fissurés pour les Canadiens

PRESSE CANADIENNE

OTTAWA – La majorité des nouvelles jeeps blindées utilisées pour le transport des troupes canadiennes en Afghanistan présentent des fissures dans le plancher.

Selon le lieutenant-colonel Jacques Beaudoin, 85 % des véhicules Mercedes G-Wagons envoyés au contingent canadien à Kaboul présentent des fissures au plancher, autant du côté du conducteur que du côté passager.

« Mais ces problèmes sont de nature cosmétique, précise M. Beaudoin, responsable du programme des jeeps. Ils n'ont aucun impact sur l'intégrité de leur structure ou sur la sécurité des occupants si le véhicule est la cible d'une attaque. Ce n'est en rien préoccupant à ce moment-ci. »

M. Beaudoin note d'autre part qu'aucune restriction n'a été émise sur l'utilisation des jeeps, dont les livraisons ont été accélérées à l'automne 2003, après que deux militaires canadiens eurent péri dans l'explosion de leur Iltis, une jeep non blindée, sur une mine en banlieue de Kaboul.

Des responsables du ministère de la Défense et de la compagnie Daimler Mercedes se sont rendus dans la capitale afghane pour se faire une idée du problème, découvert lors d'un test il y a un peu plus d'un an, mais sans arriver à en trouver l'origine, a poursuivi M. Beaudoin.

Une centaine de ces véhicules sont utilisés par les quelque 700 soldats canadiens membres de la Force d'assistance à la sécurité de l'OTAN à Kaboul. Tous les véhicules sont encore couverts par la garantie du fabricant.

Le Canada a acheté 1000 de ces véhicules vendus 130 000 \$ chacun et le tiers ont déjà été livrés.

EN PRIMEUR, CE SOIR...  
  
 ARTS SPECTACLES  
 Tous les jours dans LA PRESSE

**SOLDE DE VÉHICULES DE DÉMONSTRATION BMW LAVAL**

L'offre se termine le 31 décembre 2004.

MODÈLE	ANNÉE	KM	COULEUR	N° D'INVENTAIRE
325i	2004	8600	bleu	4494
325i	2005	4100	noir	4001
325i	2005	2325	argent	4009
530i	2004	2700	gris	4954
645ci	2004	5000	minéral	4567
745i	2004	7000	noir	4399
X3 2.5	2005	1800	noir	4066
X3 3.0	2004	2200	argent	5085
X3 3.0	2004	1000	rouge	4791
Z4 3.0i	2004	8800	argent	4621

Détails chez votre concessionnaire BMW Laval.



Une fois qu'elles ont goûté la route, on ne peut plus les garder enfermées.

2,5%  
Taux de location à partir de 2,5 % sur certains modèles

2450, boul. Chomedey  
 Laval (Québec)  
 450.682.1212  
 514.990.2269  
 bmwval.com

**BMW Laval**  
 Le plaisir commence ici.

3278005A



## NOËL, C'EST MAGIQUE

FORFAITS MÉGA-MINUTES À PARTIR DE

**20 \$** APPELS LOCAUX SANS FRAIS  
 PAR MOIS ENTRE ABONNÉS ROGERS SANS-FIL\*

- 6 mois d'APPELS LOCAUX ILLIMITÉS\*
- SANS-FIL PHOTO ET VIDÉO à partir de 49<sup>99</sup> \$\*\*



EN PRIME: LECTEUR MP3\*\*

SANS-FIL

**ROGERS**  
 Votre monde. Maintenant.

CONSULTEZ ROGERS.COM, COMPOSEZ LE 1 800 462-4463 OU RENDEZ-VOUS CHEZ NOS DISTRIBUTEURS ROGERS SANS-FIL, ROGERS PLUS OU ROGERS VIDEO.

RadioShack

ROGERS plus

ROGERS VIDEO

LA CABINE TÉLÉPHONIQUE

Batteries Plus

ACHÉTEZ EN LIGNE

Offre en vigueur jusqu'au 31 décembre 2004 et peut changer sans préavis. Les forfaits Méga-minutes sont offerts dans le cadre d'un abonnement de un an, de deux ans ou de trois ans. Des frais uniques de mise en service s'appliquent. Les frais mensuels d'accès au système de 6<sup>ms</sup> et au service d'urgence 911, les frais d'interurbain et de déplacement, les frais liés aux services additionnels en option et les taxes s'appliquent et seront facturés mensuellement. \*Appels locaux sans frais entre abonnés Rogers pour la durée de l'abonnement, jusqu'à concurrence de 1000 minutes par mois. Disponible avec tout abonnement de un an, de deux ans ou de trois ans à un forfait Méga-minutes de 20 \$ et plus. \*\*L'offre d'utilisation illimitée s'applique aux nouveaux abonnements de deux ans ou de trois ans pour les forfaits de 20 \$ et plus dans le cadre d'un abonnement de trois ans et est sans frais à l'achat d'un téléphone sans fil sélectionné d'une valeur de 49<sup>99</sup> \$ ou plus dans le cadre d'un abonnement de trois ans et est sans frais à l'achat d'un téléphone secondaire ou avec un téléphone à 0 \$. Offre en vigueur jusqu'au 31 décembre 2004 ou jusqu'à épuisement des stocks et disponible uniquement dans les magasins participants. Le lecteur MP3 peut différer du modèle illustré. Les appareils illustrés peuvent ne pas être disponibles dans tous les magasins. © 2004 Rogers Sans-fil inc. Tous droits réservés. \*Rogers, Rogers Sans-fil, le ruban de Mibiis et «VOTRE MONDE. MAINTENANT.» sont des marques de commerce de Rogers Communications inc. Utilisés sous licence.

**MINI D'OCCASIONS**

**2004 MINI COOPER**  
 ROUGE CHILI, TISSU NOIR, BOÎTE AUTOMATIQUE AVEC STEPTRONIC, TOIT OUVRANT, DÉTECTEUR DE PLUIE, SEULEMENT 9 450 KM, BALANCE DE GARANTIE DU MANUFACTURIER.

**2003 MINI COOPER S**  
 NOIR JET, TISSU NOIR FÉLIN, BOÎTE MANUELLE 6 VITESSES, TOIT OUVRANT, GROUPE PREMIUM, SEULEMENT 12 500 KM, BALANCE DE GARANTIE DU MANUFACTURIER.

**2003 MINI COOPER**  
 ROUGE CHILI, TISSU ROUGE TARTAN, BOÎTE AUTOMATIQUE AVEC STEPTRONIC, GROUPE PREMIUM, SEULEMENT 24 900 KM, BALANCE DE GARANTIE DU MANUFACTURIER.

**2002 MINI COOPER**  
 VERT BRITISH RACING MÉTALLISÉ, CUIRETTE BEIGE CORDOUE, BOÎTE MANUELLE 5 VITESSES, TOIT OUVRANT, GROUPE PREMIUM, SEULEMENT 11 850 KM, BALANCE DE GARANTIE DU MANUFACTURIER.

**2002 MINI COOPER**  
 NOIR JET, TISSU NOIR FÉLIN, BOÎTE MANUELLE 5 VITESSES, TOIT BLANC, SEULEMENT 16 950 KM, BALANCE DE GARANTIE DU MANUFACTURIER.

**PRIX EXCEPTIONNEL SUR TOUS LES MODÈLES 2004 EN STOCK. IL NE RESTE QUE 2 2004 COOPER ET 2 2004 COOPER S EN STOCK.**

**MINI Mont-Royal**  
 Une division de BMW Canbec  
 4220, boul. Saint-Laurent  
 (angle Rachel)  
 (514) 289-MINI (289-6464)  
 www.minimontroyal.com

## ACTUALITÉS

## CONFLIT DES COLS BLEUS

## Le Conseil des services essentiels s'en mêle

RAYMOND GERVAIS

Le Conseil des services essentiels a ordonné hier soir au Syndicat des cols bleus de Montréal de prendre tous les moyens nécessaires pour que les cols bleus de l'arrondissement de Ville-Marie retournent immédiatement au travail.

Le Conseil ordonne de plus aux cols bleus de cesser de refuser de façon concertée d'effectuer du travail en temps supplémentaire.

Face au refus des cols bleus de l'arrondissement de Ville-Marie de travailler samedi durant trois heures, la Ville de Montréal avait porté plainte auprès du Conseil des services essentiels afin d'obtenir une ordonnance obligeant les cols bleus à accepter les assignations de travail.

Samedi, les cols bleus de cet ar-

rondissement ont refusé catégoriquement les assignations de travail de leurs chefs de service et sont demeurés dans les garages durant trois heures. Ce n'est qu'après que le Syndicat eut appris que la Ville avait demandé l'intervention du Conseil des services essentiels que les cols bleus sont rentrés au travail. Mais lorsqu'ils ont voulu travailler samedi soir, c'est leur contremaître qui a refusé, en précisant que la Ville avait demandé à l'entreprise privée de prendre la relève.

Finalement, les cols bleus se sont emparés des clés des véhicules et sont sortis faire leur travail, soit épanche de l'abrasif sur la chaussée et les trottoirs.

Hier, la situation était revenue à la normale et tous les cols bleus de l'arrondissement se sont présentés au travail. On doit préciser que

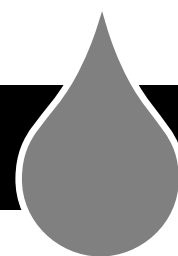
seul l'arrondissement du centre-ville a été touché par ces refus de travailler.

C'est une interprétation de la nouvelle convention collective des cols bleus samedi qui semble être à l'origine de la mésentente patronale-syndicale.

## Préjudice?

Dans sa requête auprès du Conseil des services essentiels, la Ville allègue que « cette action concertée a eu pour effet de priver le public de services auxquels il a droit et risque même de mettre en danger sa santé et sa sécurité ».

Le Conseil a convoqué les parties en audience publique afin d'examiner si la situation porte préjudice ou est susceptible de porter préjudice à un service auquel le public a droit.



la collecte

AUJOURD'HUI – 6 DÉCEMBRE

PLACE DES ARTS

10h30 à 17h30

Hall des pas perdus – 175, rue Sainte-Catherine Ouest, Montréal

CHEVALIERS DE COLOMB DE SAINT-JÉRÔME

14h à 20h

Sous-sol de la cathédrale – 355, rue Saint-Georges, Saint-Jérôme

CAISSE POPULAIRE SAINTE-THÉRÈSE-DE-BLAINVILLE

Avec la chambre de commerce Bois-des-Filion. En collaboration avec la Ville de Bois-des-Filion, sous la présidence d'honneur du député fédéral M. Serge Ménard

10h30 à 20h

Le Chalet des citoyens

30, montée Gagnon, Bois-des-Filion

Info-collecte: (514) 832-5000 • 1 800 847-2525

www.hema-quebec.qc.ca



Partagez un cadeau unique...

DONNEZ DU SANG. DONNEZ LA VIE.

## EN BREF

## Contre l'implantation d'un terminal méthanier

C'est à 72 % que la population de Beaumont a dit non au projet de port méthanier Rabaska à l'occasion du référendum, hier. Ce sont 985 Beaumontois qui se sont prononcés contre le projet de 700 millions et 374 en sa faveur, matérialisant du même coup un taux de participation record de l'ordre de 70 %. Peu après 20h, à la salle communautaire de la localité, les Beaumontois ont accueilli l'annonce des résultats par des ovations et des cris de joie, des doigts en V haut brandis et au chant de « On a gagné nos épaulettes ». « C'est la mort de Rabaska aujourd'hui (hier) », a d'emblée constaté le porte-parole du groupe Rabat-Joie, Yves Saint-Laurent. Dans l'allégresse générale, à laquelle participaient des Lévisiens, c'est tout juste si le maire, André Goulet, a pu terminer une brève déclaration indiquant la sortie à Rabaska. « À la suite du résultat défavorable à ce projet par la population, la municipalité de Beaumont invite donc la Société en commandite Gaz Métro, Enbridge inc. et Gaz de France à retirer le projet Rabaska, et ce, dans le respect de l'opinion de la majorité de la population exprimée démocratiquement », a dit M. Goulet. « De surcroît, le conseil municipal de Beaumont adoptera incessamment une résolution municipale confirmant son opposition au projet Rabaska et sa demande de retrait à l'égard des promoteurs du projet. Advenant le non-respect de cette requête et la poursuite par le promoteur de sa démarche d'implantation d'un terminal méthanier, la municipalité de Beaumont défendra sa position devant les différentes instances concernées », a-t-il ajouté.

## Audiences sur la fermeture de six écoles anglaises

Les conseils d'établissement des six écoles dont le comité de planification à long terme de la Commission scolaire English-Montréal (CSEM) recommande la fermeture sont invités à participer à des audiences publiques ce soir. Au primaire, les écoles concernées sont Ignatius of Loyola (Notre-Dame-de-Grâce), Saint-Gabriel (Pointe-Saint-Charles), Saint-Patrick (Plateau), McLearn (Pointe-aux-Trembles); au secondaire, il s'agit des écoles St. Pius à Ahuntsic et Wagar à Côte-Saint-Luc. Depuis 2001-2002, le nombre d'élèves au primaire à la CSEM a diminué de 1000, et on prévoit une perte de 3000 élèves d'ici cinq ans. Un vote final est prévu pour le 17 janvier 2005.

## Trois joueurs plument le Ritz de Londres en toute légalité

Un trio de joueurs a empoché 1,3 million de livres (3 millions \$ CAN) à la roulette au Ritz de Londres, grâce à un ingénieux système de scanner couplé à un mini-ordinateur, le tout dissimilé dans un téléphone portable, et ce en toute légalité, a-t-on appris hier auprès de Scotland Yard. « Les trois personnes arrêtées étaient en liberté sous caution et ont dû se représenter début décembre devant la police. Ils ont alors été informés qu'aucune suite ne serait donnée à cette affaire », a précisé un porte-parole de Scotland Yard. À l'issue d'une enquête qui aura duré près de neuf mois, les trois joueurs, une ressortissante hongroise de 32 ans et deux Serbes de 33 et 38 ans, ont donc récupéré leurs gains, qui avaient été gelés, et sont désormais libres de recommencer leur tournée des tapis verts de la capitale britannique. Le Ritz avait porté plainte le 16 mars, après que ces trois joueurs eurent réussi à empocher leur pactole en deux soirées à peine. Leur téléphone portable un peu particulier leur permettait en fait de mesurer la vitesse de la boule lors du lancer du croupier. Puis, en quelques secondes, l'information lue par le scanner était transmise à l'ordinateur, qui n'avait plus qu'à calculer, en fonction des autres informations disponibles (point de chute de la boule sur la roulette et vitesse de rotation de la roulette) le point d'arrivée probable de la boule à la fin de sa course. Une fois ce calcul effectué, le résultat s'affichait sur l'écran du téléphone portable et les trois joueurs n'avaient plus qu'à placer leurs mises sur la tranche de six numéros désignée. Le tout assez rapidement cependant, les paris étant interdits après le troisième tour complet de la roulette...

Ayant augmenté leur chance de gain de 37 contre 1 à 6 contre 1, les trois joueurs avaient d'abord raflé 100 000 livres (231 000 \$) la première soirée, avant de gagner 1,2 million de livres (2,8 millions \$) à leur retour, la nuit suivante. Cette « arnaque » s'est en fait révélée légale, la réglementation en vigueur interdisant seulement d'intervenir sur le fonctionnement physique de l'appareil ou de diminuer ou augmenter de quelque façon que ce soit la vitesse de la boule.

Agence France-Press

la Baie encore plus

**33% de rabais**  
pantalons sport  
Dockers pour lui

**maintenant 99,99**  
vestes-doudounes  
Point Zero à bourre  
de duvet  
pour elle et lui  
Avant 129,99 \$.

**solde de 3 jours**  
du mardi 7  
au jeudi 9 décembre

**MÉGASOLDE DE CHAUSSURES!**  
jusqu'à **50% de rabais**  
chaussures, bottes et pantoufles  
pour homme, femme et enfant

**30% à 40% de rabais**  
tenues de nuit et peignoirs  
pour elle

**60 ans et + DURANT 3 JOURS!**  
**15% de rabais**  
additionnel\*

\* La marchandise comprend les offres annoncées, les friandises et la papeterie. Le rabais des aînés ne s'applique pas aux articles « Achat-choc », meubles, duos-sommeil, appareils électroniques, gros électroménagers, produits cosmétiques et parfumés, chocolats Godiva et à ceux des rayons concédés. D'autres exceptions s'appliquent. Précisions en magasin.

Trouvez tous vos cadeaux à la Baie!

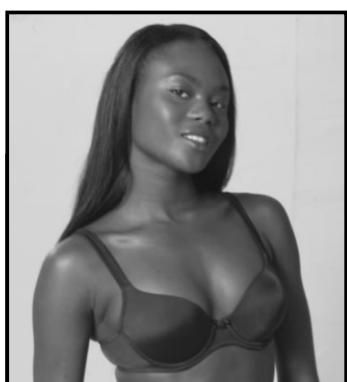
De  
L'authentique  
magasin de Noël



**50% de rabais**  
gants Mantles<sup>MC</sup>  
en cuir pour elle  
Ord. 50 \$. Solde 24,99 \$.



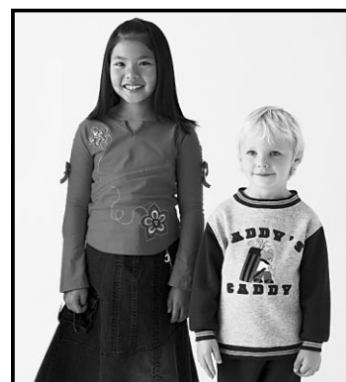
**30% de rabais**  
mode Alfred Dunner  
et Alia pour elle  
Tailles courantes et petites.



**30% de rabais**  
soutiens-gorge et slips  
mode Triumph



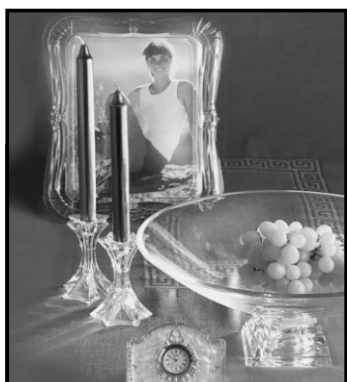
**30% de rabais**  
sélection mode pour lui  
Tommy Hilfiger, Polo Ralph  
Lauren, Nautica, Izod et autres



**30% de rabais**  
mode pour enfant ToGo<sup>MC</sup>,  
Green Dog, Point Zero, Reebok,  
Krickets, Adidas, etc. Tailles 2 à 16.



**25% de rabais**  
coordonnés de salle de  
bains et pèse-personnes  
Wamsutta et Bath Creations



**30% de rabais**  
cristaux-cadeaux Mikasa,  
Royal Doulton, Waterford,  
Crystal D'Arques et autres



**6999**  
2 en un  
édredon-châle  
transformable

**30% de rabais additionnel**

• tenues mode griffées choisies à prix de liquidation pour femme

Exceptions : Alfani et I.N.C. Sur nos derniers prix étiquetés.

• tenues de nuit, peignoirs, lingerie de jour, soutiens-gorge et slips à prix de liquidation pour femme. Sur nos derniers prix étiquetés.

**25% de rabais additionnel**

accessoires à prix de liquidation pour femme. Sur nos prix étiquetés.

**jusqu'à 75% de rabais**

meubles et duos-sommeil : modèles de rayon sans suite

Sur nos prix ordinaires.

Le choix varie selon le magasin. Les rabais sont sur nos prix ordinaires, sauf avis contraire. Exceptions : Liz Claiborne Home, Home Studio, offres spéciales de la direction, articles « Bon prix la Baie tous les jours », « Nouvellement réduit », « Achat-choc » et ceux des rayons concédés. La mention « ACHAT-CHOC » indique que nous avons trouvé une aubaine incroyable dont nous voulons vous faire profiter. Si nous indiquons un PRIX DE COMPARAISON, il s'agit du prix qu'un autre détaillant canadien a établi pour un article de qualité identique ou comparable. Les articles « Achat-choc » sont offerts en quantités limitées; pas de bons d'achat différé. Prenez note que la mention « PRIX CISEAUX » signifie que le bas prix au quotidien existant est temporairement réduit. Précisions en magasin.

Sous le chapeau du père Noël



Ce photogénique molosse de trois ans, Gomer, a volé la vedette au père Noël hier, au bureau de la SPCA à Moncton. L'organisme y tenait sa campagne annuelle de financement.

PHOTO PRESSE CANADIENNE

Prospérité pour les détaillants

NANCY CARR  
PRESSE CANADIENNE

TORONTO – Toutes les conditions sont en place pour que le tiroir-caisse des commerçants connaisse une saison des Fêtes plutôt faste.

En effet, grâce à une économie vigoureuse, aux bas taux d'intérêt, aux 200 000 emplois créés cette année au pays, les Canadiens auront, selon toute vraisemblance, plus d'argent en poche et devraient redresser le moral des détaillants, affectés par les ventes mitigées des derniers mois.

« Nous sommes mûrs pour une bonne saison des Fêtes, voire une excellente, prédit l'économiste en chef adjoint de la Banque Scotia à Toronto, Aron Gampel, qui estime que décembre 2004 sera meilleur que celui de 2003. Et si le climat est vraiment hivernal partout au pays, les ventes pourraient être encore meilleures. » Selon un sondage de Visa Canada censé être publié aujourd'hui, les Canadiens prévoient faire des dépenses moyennes de 10 % supplémentaires à celles de l'an dernier. Cela équivaut à un total de 887 \$ par adulte « magasinier ».

De même, un autre sondage, d'Ipsos-Reid pour le compte du Conseil canadien du commerce de détail, montre que 78 % des Canadiens envisagent de dépenser autant sinon plus cette année en présents, tandis que 21 % anticipent de resserrer les cordons de leurs bourses.

« En somme, les consommateurs ont confiance en l'économie et probablement dans les perspectives d'emploi, a dit le vice-président marketing pour l'Association Visa Canada. Ils sont à l'aise avec le fait de dépenser en sorties et en cadeaux. »

Près de trois millions de consommateurs prévoient magasiner et payer certains de leurs achats en ligne, soit un quart de millions de personnes de plus que l'an dernier. Toujours selon la société de cartes de crédit, le vêtement demeure le cadeau le plus populaire, suivi des livres et des jouets. Les articles électroniques sont aussi en hausse de popularité, en partie en raison de « l'effet iPod » d'Apple et des jeux vidéo.

**50 % de rabais ensembles de vaisselle Royal Albert, une place**  
Assiette creuse en prime. En vigueur jusqu'au 24 décembre.

**25 % de rabais de ToGo<sup>MC</sup> : bijoux mode et en argent fin**

**solde 799 \$ ensemble de salle à manger Ridgewood, 7 pièces**  
Comprend une table et 6 chaises. Ord. 999 \$.

**40 % de rabais tenues d'extérieur, dont certaines griffées, pour femme et enfant**

**20 % de rabais Henckels et Good Grips**

**30 % de rabais montres choisies**  
Bulova, Levi's, Casio, Cardinal, Sierra, Perry Ellis, Seiko, Citizen, Wenger Swiss et Timex. Exceptions : Ironman et Expedition de Timex.

**sur les prix de solde et de liquidation; 15 % de rabais sur les prix ordinaires**  
du mardi 7 au jeudi 9 décembre

**femme**  
1599  
soutiens-gorge Jockey. Ord. 32 \$ à 48 \$.  
Exception : modèles n° 7369 et 7642.

**50 % de rabais mode des fêtes sélectionnée**  
Mantles<sup>MC</sup>, Melrose et Nygård Collection  
Tailles courantes, petites et grandes.

**jusqu'à 40 % de rabais**  
jeans et hauts pour elle et lui  
Tommy Jeans, CK Jeans, Buffalo, Hollywood, Ikeda, Point Zero, Global Mind, Nautica Jeans, Chaps Denim et hauts Levi's

**30 % à 50 % de rabais mode griffée.** Tailles courantes et petites.

**30 % de rabais**  
• soutiens-gorge sport  
Catriona Le May Doan  
• dessous galbants

**accessoires, bijoux et chaussures**  
**LA PROMO BAGAGES**  
**1<sup>re</sup> CLASSE SE POURSUIT...**

**60 % de rabais**  
bagages Santa Barbara de Ricardo

**50 % de rabais bijoux en or à 10 ct, 14 ct et 18 ct**

**40 % de rabais bijoux fins en or à 10 ct et 14 ct**  
sertis de diamants, gemmes, zircons cubiques et ceux en perles cultivées

**30 % de rabais chaussures de ville Bostonian pour lui**

**25 % de rabais chaussures de marche sportive pour elle et lui**

**20 % de rabais pendules et coffrets à bijoux**

**6 articles ou plus : 40 % de rabais**  
3 à 5 articles : **35 % de rabais**  
un ou 2 articles : **30 % de rabais**  
collants fins festifs pour elle

**homme**  
**30 % de rabais**  
• chemises de ville et cravates  
• tenues de nuit  
Exceptions : peignoirs CK et articles Hugo Boss.  
• impers et tenues d'extérieur tout-aller automne-hiver  
• sous-vêtements  
Prodige, Stanfields et Joe Boxer  
• chaussettes. Premium, Sport, et Weekender de McGregor, Nike et autres

**enfant**  
**30 % à 50 % de rabais mode et tenues de nuit pour bébé**  
Classic Pooh, Krickets, Baby Gund et autres

**25 % de rabais cuisinière-jouet et accessoires Easy Bake**  
Dans certains magasins.

**15 % de rabais meubles et articles essentiels pour bébé.** Sièges d'auto, poussettes, chaises hautes, literie, etc.

**maison**  
**solde 1 399,99**  
duo-lessive Frigidaire à chargement frontal  
Modèles n° 52251 et 62251. Ord. 1 699,98 \$.

**50 \$ de rabais télé Panasonic à écran plat, 69 cm (27 po).** Modèle n° CT27E13.  
Ord. 449,99 \$. **Solde 399,99 \$.**

**jusqu'à 75 % de rabais literie choisie.** Wamsutta, Market Square, ToGo<sup>MC</sup> et autres

**50 % de rabais batteries de cuisine et articles suivis assortis.** Lagostina, KitchenAid, Anolon, Circulon et T-Fal

**40 % de rabais serviettes Nautica et de Noël**

**achat-choc**

**2499**  
hauts stretch Jones New York pour elle et lui  
Prix de comparaison 48 \$ à 58 \$

**2999**  
• socques en cuir pour elle  
Prix de comparaison 60 \$

• chemises tout-aller Quick Reflex en microfibre pour lui  
Prix de comparaison 59 \$

**3999**  
chemises Point Zero pour lui  
Prix de comparaison 55 \$

**4999 ch.**  
pantalon ou veste stretch Jones New York Sport pour elle  
Prix de comparaison 93 \$ à 99 \$

**7999**  
duo bain de pieds et vibromasseur Waterpik  
Prix de comparaison 149,98 \$.  
(Si les articles sont vendus séparément.)

**60 % de rabais liquidation du fabricant :**  
bijoux en or à 10 ct

**Fête de l'Immaculée-Conception**  
8 Décembre 2004  
Thème : « Marie, qui me donne une nouvelle jeunesse. »

Célébrant et homéliste père  
Gérard Marier de la Communauté du Désert.  
Animateur à Évangélisation 2000 et Radio Ville-Marie

Célébration : 15h et 19h30  
Notre-Dame-de-la-Salette  
3535, avenue du Parc  
Montréal, Qc  
Métro Place des Arts et autobus 80, 129, 535

3277156

**LOTTO QUÉBEC Résultats**  
TVA, le réseau des tirages

**Célébration 2005**

Tirage du 2004-12-05  
**807A264**  
(non décomposable)

1 Grand Cherokee Laredo (ou 50 000 \$)

2004-12-01 094B898	2004-12-03 316B210
2004-12-02 822C125	2004-12-04 547D218

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

1 Grand Cherokee Laredo chaque jour du 1<sup>er</sup> au 31 déc. 2004

AUJOURD'HUI

**MISE 6 EN BONI**  
\* Pour une sélection de 6 numéros

**Banco** 18ans+  
www.loto-quebec.com

**LOTTO QUÉBEC Résultats**  
TVA, le réseau des tirages

**649** Tirage du 2004-12-04

6/6	0	9 457 126,00 \$
5/6+	1	381 819,60 \$
5/6	137	2 302,30 \$
4/6	7 597	78,60 \$
3/6	146 085	10,00 \$
2/6+	120 052	5,00 \$

Complémentaire : (06)  
Ventes totales : 18 513 728 \$  
Prochain gros lot (appr.) : 16 000 000 \$

**LOTTO QUÉBEC** PROCHAIN GROS LOT LE 8 DÉCEMBRE 2004 **16 000 000 \$**

**49** Tirage du 2004-12-04

6/6	0	1 000 000,00 \$
5/6+	0	50 000,00 \$
5/6	15	500,00 \$
4/6	820	50,00 \$
3/6	15 997	5,00 \$

Complémentaire : (09)  
Ventes totales : 518 885,00 \$

**Extra** Tirage du 2004-12-04 NUMÉRO 945357

**Extra** Tirage du 2004-12-05 NUMÉRO 034422

**Quatrième** Tirage du 2004-12-05 NUMÉRO 070 07185

**Banco** Tirage du 2004-12-05

02	03	04	05	06	13	15	17	23	27
30	47	48	50	52	53	55	56	67	69

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

seulement 2 fois par année!  
**solde de griffes**  
25 % à 50 % de rabais supersélection de chaussures, sacs à main et vêtements griffés pour elle et lui

La **carte-cadeau** aux mille et une possibilités

## FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration  
 Guy Crevier > Président et éditeur  
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint  
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

LA PRESSE

## ÉDITORIAUX

## Je suis en r'tard



fcardina@lapresse.ca

FRANÇOIS CARDINAL

Nous sommes stressés.

La vie familiale était jadis rythmée par les cloches de l'église et la sirène de l'usine. Aujourd'hui, les gens peuvent quitter leur emploi à 22h, travailler le dimanche, rouler deux heures pour se rendre au boulot, courir toute la matinée pour mener les petits à la garderie et à l'école...

Ajoutez à cela les aléas de la vie en famille éclatée et vous vous retrouvez avec des millions de personnes qui courent après le temps comme le lapin entraînant Alice au pays des merveilles : « Je suis en r'tard, en r'tard. J'ai rendez-vous quequ'part. »

Le problème, c'est que l'organisation de la ville n'a pas suivi cette évolution. C'est ainsi qu'on ne peut visiter un concessionnaire automobile le samedi. Que les banques

**Les villes devraient se développer en fonction des besoins des citoyens, et non l'inverse.**

ferment à 15 h. Que les horaires des trains de banlieue ne conviennent qu'aux travailleurs de 9 à 5. Et que les garderies ferment parfois leurs portes avant celles des bureaux.

Il faut donc applaudir l'idée lancée récemment par le ministre Claude Béchar, dans le cadre du débat sur la conciliation travail-famille, de doter les villes de « bureaux du temps ».

De quoi s'agit-il ? D'une table de discussions mise sur pied localement et qui réunit citoyens, usagers, patients, commerçants, élus, fonctionnaires, etc. Le but est de mieux planifier les horaires des entreprises, institutions et commerces selon les attentes des citoyens.

L'idée est née en Italie en 1985.

Les autorités de Milan ont alors décidé de mettre sur pied des *tempi della città* pour diminuer les embouteillages, les files d'attente et les autres désagréments du quotidien.

Aujourd'hui, toutes les communes italiennes de plus de 30 000 habitants doivent se doter d'un « bureau du temps ». L'Allemagne, la France, les Pays-Bas et la Finlande ont emboîté le pas, tant et si bien que l'idée frappe aujourd'hui à nos portes.

En effet, on ne cache pas au cabinet Béchar vouloir à tout prix inclure cette mesure dans la politique de conciliation travail-famille qui sera adoptée d'ici le printemps.

Pour bien comprendre comment tout cela fonctionne, il importe d'examiner les bureaux du temps à l'étranger. La Finlande, par exemple, s'est ainsi dotée d'un programme qui permet d'étendre les horaires des commerces et des bureaux gouvernementaux de 8 à 12 heures par jour grâce à la mise en place de deux équipes de 6 heures. On tente ainsi d'accroître l'efficacité professionnelle et le bien-être des employés.

À Bolzano, en Italie, on a élargi les plages horaires d'arrivée des élèves et on a prolongé les activités scolaires l'après-midi dans le but de diminuer les bouchons de circulation et d'aider les familles à profiter davantage des premiers moments de la journée passés en commun.

À Hambourg, en Allemagne, on a choisi de cibler les besoins des mères de famille qui travaillent en modifiant les horaires de consultation des médecins, des banques, des garderies et des services publics, notamment.

Il ne faut pas se méprendre : il s'agit là d'une modification en profondeur de l'organisation de la ville telle qu'on la conçoit aujourd'hui. Non seulement on répond aux besoins des citoyens, mais on les aide également à former à nouveau une communauté.

D'un espace anonyme dans lequel on plante rues et bâtiments, la ville devient ainsi un lieu où interagissent hommes et femmes. N'est-ce pas ainsi que devraient se développer les villes ? En fonction des besoins des citoyens, et non l'inverse.

## LA BOÎTE AUX LETTRES

Métier : activiste

Je me demande depuis un certain temps si j'ai bien choisi mon métier, celui de sociologue. En parcourant les colonnes des journaux, je rencontre, depuis plusieurs années déjà, le nom de Jaggi Singh, associé à toutes les manifestations anti-américaines, anti-Bush, antimondialisées, anti... Est-ce qu'il s'agirait d'un nouveau terme introduit par la mondialisation, celui d'« activiste » ? Comment une personne peut-elle participer à la plupart des manifestations qui se déroulent partout dans le monde et gagner sa vie en même temps ? Je crois qu'il y a quelque chose qui me dépasse, en termes de commandite de telles manifestations. Prendre l'avion pour se rendre en Europe, en Israël, aux États-Unis et partout au Canada, cela représente beaucoup d'argent, que l'« activiste » de métier n'a pas le temps de gagner, selon moi, tant il y a des causes à défendre dans le monde... Est-ce qu'il existerait au Canada un programme occulte de commandites qui profite à de tels individus, qui passent tout leur temps à participer à toutes les manifestations ?

Ernest Ungureanu  
 Sainte-Adèle

## Visite de rapprochement ?

On nous avait préparés à une visite de réconciliation, de rapprochement. On a eu droit à une visite de Témoin de Jéhovah. « Doublevité » Bush est venu ici pour essayer de nous convertir à sa doctrine de guerre préventive, pour nous monologuer qu'il avait raison, qu'il a toujours raison et qu'il aura encore toujours raison. Son bouclier antimissile, il le veut et il le fera. Forcément, puisqu'il a envie de régenter la planète et d'imposer partout sa loi, par la force s'il le faut. Alors, il faut bien qu'il se prémunisse contre d'éventuelles et cauchemardesques représailles.

Claude Rompré  
 Shawinigan

## Un fax aurait suffi

Non mais là, est-ce que quelqu'un peut m'expliquer à quoi aura servi finalement cette visite de Bush ? On n'a pas réglé le bois d'oeuvre, ni l'exportation du boeuf, tout ce flaflo pour nous dire merci pour des événements qui se sont passés il y a trois ans. Bien gentil de nous le rappeler W, mais à moins de faire de l'Alzheimer, on sait tous que le Canada est un pays hospitalier et humanitaire. D'ailleurs, si Bush tenait à nous remercier, un fax aurait suffi.

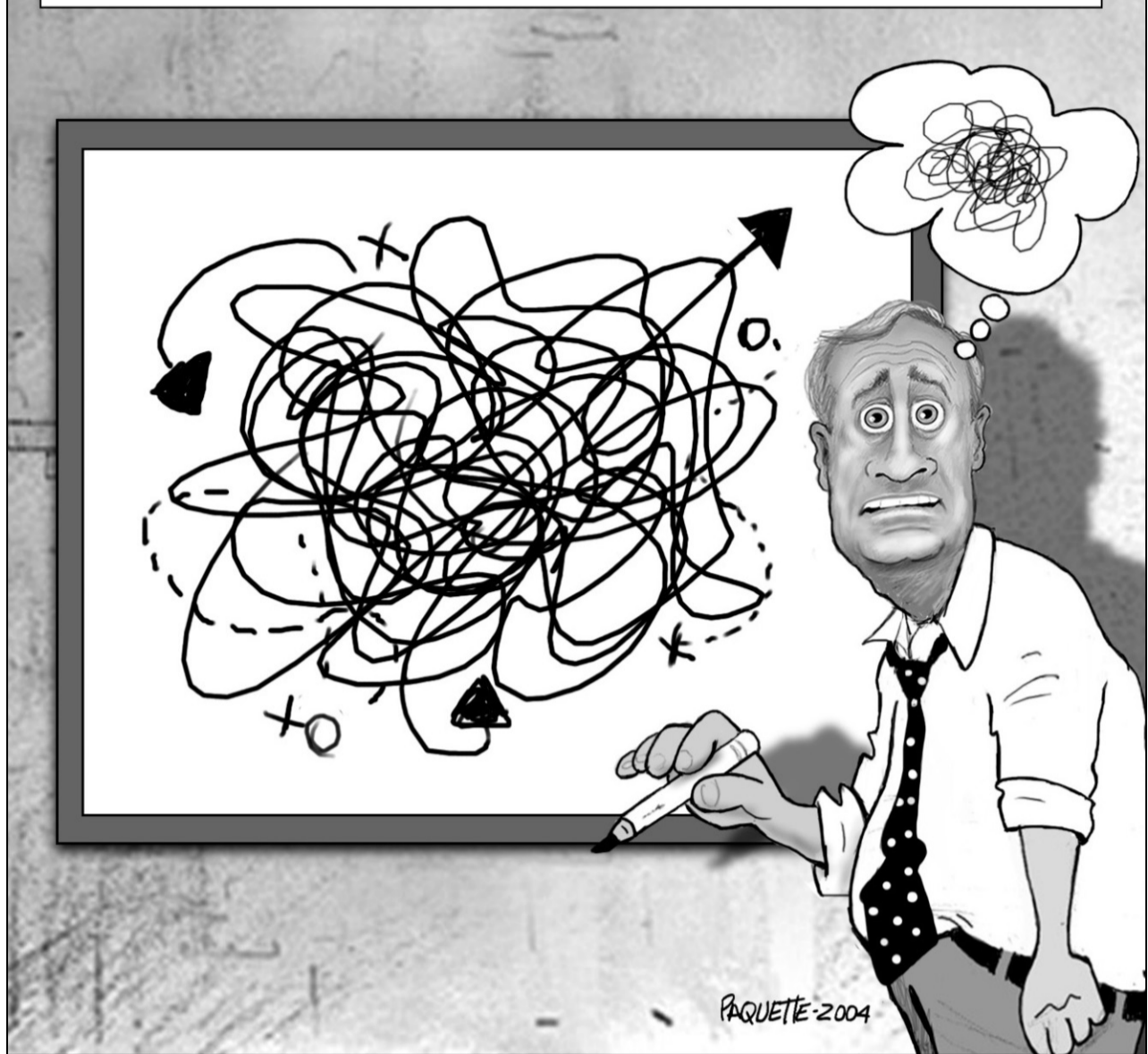
Daniel Labonté

## Des pistes du Grand Prix

On se plaint avec raison de l'indiscipline des chauffeurs canadiens et montréalais en particulier. Un des principaux facteurs des excès de vitesse dont ils se rendent coupables tient sûrement à l'invitation qui leur vient de la publicité des fabricants d'automobiles. Ceux-ci vantent à l'envie la puissance de leurs véhicules. Certains chauffeurs prennent les rues de la ville et les routes pour des pistes du Grand Prix. Si la publicité avait un devoir, ne serait-il pas de rappeler à ces chauffeurs que la route ne leur appartient pas en exclusivité.

Madeleine Achard  
 Jacques Constantin

Bouclier antimissile: Martin nous explique son plan de match...



serge paquette, collaboration spéciale

DROITS RÉSERVÉS

## DIALOGUE

## Le mot d'ordre

J'ai maintenant la preuve que *La Presse* exerce un boycott de certaines lettres souverainistes. Au cours des dernières semaines, j'ai envoyé moi-même deux lettres : *La souveraineté est un bien fondamental, La peur fédéraliste est immorale*. Des amis, Richard Nadeau *Démographie et souveraineté*, Réal Savoie *Le pacifisme lucide des Québécois*, réponse à Lysiane Gagnon, et Constance Joanisse *Péréquation et souveraineté* ont également envoyé des lettres souverainistes. Aucune n'a été publiée !

Cette preuve s'appuie sur mon expérience personnelle. Au cours des dernières années, j'ai envoyé des dizaines de lettres à votre journal en faveur de la souveraineté. Aucune n'a été publiée. Il y a

un mot d'ordre quelque part. Je vous demande juste de le reconnaître et de ne pas vous retrancher toujours derrière le grand nombre de lettres que vous recevez. Souverainement vôtre,

Normand Rousseau

## La diversité d'abord

M. Rousseau,  
 Il y a un mot d'ordre, en effet. Ce mot d'ordre, c'est de publier le plus large éventail de points de vue possible : fédéraliste, souverainiste, gauche, droite, écologiste, pro-Bush, anti-Bush, féministe, masculiniste, tiers-mondiste... Un retour rapide sur notre Boîte aux lettres des six derniers mois

indique que nous avons publié 21 lettres de lecteurs exprimant un point de vue souverainiste. De plus, nous avons publié des textes substantiels des personnalités souverainistes suivantes : Jacques Parizeau (à qui nous avons exceptionnellement réservé deux pages complètes), Joseph Facal, François Legault, Paul Cliche, Paul Bégin, Jean-François Lisée, Pauline Marois et Gerald Larose. Nous avons aussi publié un extrait du document du comité Chantier Pays, dans le cadre de la « saison des idées » du Parti québécois.

Ouvertement vôtre,

André Pratte

Éditorialiste en chef

## Vous déconnez, M. Pratte

En réponse aux éditoriaux « Une poignée », du 23 novembre, et « Destituer la juge Ruffo », le 27 novembre.

Monsieur Pratte, Cela fait deux fois cette semaine que vous écrivez n'importe quoi. Pas n'importe quoi vraiment, mais deux éditoriaux absolument cons. Un complètement à plat ventre pour défendre les libéraux de Québec et je n'expliquerai pas pourquoi, vous le savez. Un autre ce matin contre la juge Ruffo, et là vous déconnez très bien avec les biens pensants du même ordre que vous. Totalement nul et sûrement à côté de la vérité dans tout ça.

Jean Mailhot

## Pas de dialogue possible

M. Mailhot,  
 J'ai beau chercher dans votre lettre un argument qui me permettrait d'engager le dialogue, je ne trouve pas. Je ne vois pas en quoi il est utile d'insulter les gens pour la seule raison qu'ils expriment un point de vue différent du vôtre.

A. P.

## Au lieu des bêtises

À la lecture de ton texte, je n'avais qu'envie de te dire des bêtises. Je vais être plus civilisé et simplement te demander de me nommer une seule autre femme publique qui défend activement les enfants. Nous pouvons être d'accord ou pas avec sa façon de mener son combat, nous devons cependant la supporter dans ses tentatives d'aider les enfants malgré les gens de ton acabit. Est-ce que c'est toi qui vas les défendre contre les abuseurs qui ont le droit légal de les battre ? Ce n'est pas ta capacité de réflexion ou ta générosité qui vont les protéger. Heureusement, tu n'es pas un juge.

Donald Devost



PHOTO ARCHIVES, LA PRESSE

Andrée Ruffo

La guerre de M<sup>me</sup> Ruffo

M. Devost,  
 Heureusement que vous avez résisté à l'envie de m'écrire des bêtises !

Je vous réponds par quelques questions. M<sup>me</sup> Ruffo aide-t-elle l'enfant lorsqu'elle en confie la garde à son avocat, et ordonne qu'il soit envoyé au ministre responsable ? M<sup>me</sup> Ruffo aide-t-elle les enfants lorsqu'en raison de ses décisions saugrenues, les causes sont retardées de plusieurs jours ? M<sup>me</sup> Ruffo aide-t-elle les enfants en dépensant 2 millions de fonds publics pour multiplier les manoeuvres juridiques ? M<sup>me</sup> Ruffo aide-t-elle les enfants en tournant une publicité pour Via Rail ? Qui vous dit que les juges de la Chambre de la jeunesse qui font leur boulot plus discrètement ne servent pas mieux l'intérêt des enfants ?

M<sup>me</sup> Ruffo ne prend pas le parti des enfants, elle mène une guerre contre la Direction de la protection de la jeunesse. C'est son droit. Malheureusement, elle est juge. Or, les juges sont là pour être impartiaux, pas pour mener des croisades, aussi bien intentionnées soient-elles.

A. P.

# FORUM

## L'imagination au pouvoir



pgagne@lapresse.ca  
PIERRE-PAUL GAGNÉ

Nos lecteurs sont débordants d'imagination. Des idées les plus folles aux plus brillantes, il ne se passe quasiment pas une journée où, au sein de l'équipe éditoriale, au moins un courriel reçu ne devienne un objet de discussion entre nous : « As-tu lu le texte de... ? »

La plupart du temps, il s'agit de propos pleins de bon sens, mais parfois certains dépassent les bornes. Soit ces lecteurs sont tellement convaincus de leur point de vue qu'ils sont habitués du syndrome de l'arbre qui cache la forêt. Soit leur exubérance leur fait oublier l'extrémisme de leur propos. Ou son infaisabilité.

D'autres fois, c'est juste un trait d'humour noir qui fait sursauter. Ou encore, une démesure compréhensible (« Tiens ! Untel a sauté une coche, se dit-on, mais maudit qu'il a raison... »)

Alors que la fin de l'année approche, j'ai pensé vous livrer en vrac quelques bouts de courriels particulièrement savoureux que nous avons reçus, ces derniers temps, en me gardant bien de les classer dans quelque catégorie que ce soit. À vous de juger :

> « Y a-t-il des évaluateurs d'effeuilleuses au Canada ? Quelles sont les qualités recherchées pour être évaluateur d'effeuilleuses ? Moi, je suis intéressé. À ce sujet, j'invite la ministre de l'Immigration à établir un numéro sans frais partout au Canada afin que l'on puisse comme citoyen donner notre opinion sur les performances des Roumaines, bien sûr après avoir vu leur numéro. » (M. L., Longueuil)

> « Une femme, ministre, féministe à la tête d'un réseau de danseuses nues ! Il n'y a pas de doute, le féminisme a énormément fait progresser la société. Ce sont les Hells qui doivent être jaloux, ça leur fait une méchante concurrence. » (J. C., Montréal)

> « Est-ce que ce sont des effeuilleuses de la feuille d'érable ? » (D. B.)

> « Je n'avais rien contre le fait que George W. Bush ait été invité à s'exprimer devant nos députés. Mais en même temps, j'aurais trouvé normal que Ben Laden le soit lui aussi. » (D. L., Terrebonne)

> « La satire est un des meilleurs raccourcis vers la réflexion. Un épisode des *Bougon* vaut au moins trois chroniques de Foglia, 26 de Richard Martineau ou Denise Bombardier et 300 de Franco Nuovo, ou autres faiseurs d'opinion qui pullulent dans les médias. » (J.-M. L., Lachine)

« **Tiens ! Untel a sauté une coche, se dit-on, mais maudit qu'il a raison...** »

> « Tout d'un coup que l'affaire Cloutier serait une vaste arnaque. Plus le canular est gros, plus il est crédible. Pas d'agresseur, pas de victimes. Rien que des acteurs en prévision d'une pièce de théâtre à jouer. » (S. C., Montréal)

> « Je suggère au gouvernement d'accepter les revendications des grévistes de la SAQ, histoire de nous garantir de la paix et du vin durant les Fêtes, puis de remettre en cause cet accord une fois passé le Nouvel An. Après tout, cette stratégie n'est ni plus ni moins que la nouvelle approche syndicale, inaugurée dernièrement par les cols bleus face à la Ville de Montréal... » (P. R., Montréal)

> « Est-ce qu'il n'y a que Sheila Fraser qui sache compter ? Qu'on la nomme au plus vite ministre des Finances et qu'on mette tous les fonctionnaires comptables dehors ! On va ainsi épargner pas mal de beaux dollars. » (M. P.)

> « Je suggère que l'on cède à l'ONU une partie du territoire de Mirabel pour en faire un district autonome. L'organisme serait ainsi promu à la tête d'un État plus vaste que le Vatican et posséderait un aéroport lui ouvrant une porte sur le monde, ce qui lui procurerait une liberté d'action exceptionnelle. Il pourrait même, s'il le jugeait à propos, y installer son propre camp d'entraînement pour ses futures troupes d'intervention. » (D. C., Sherbrooke)

Tant qu'à « sauter une coche », je vais en sauter une, moi aussi. Chers lecteurs, de grâce, cessez de m'envoyer des courriels avec des phrases contenant cinq points d'exclamation et 22 points de suspension. Cela n'ajoute rien à votre propos et m'oblige à enlever tout ce qui est inutile. Du même souffle, est-il nécessaire de rappeler que les insultes, les jurons et les procès d'intention me font rejeter automatiquement les courriels qui en contiennent.

# Des solutions pour la STM

La dernière hausse des tarifs de la STM a suscité de nombreuses réactions de la part de nos lecteurs. Voici quelques-uns des courriels reçus.

## Aux automobilistes de payer!

JEAN-FRANÇOIS GINGRAS  
L'auteur demeure à l'Île Bizard.

J'enrage quand je pense qu'on pénalise ceux qui, par choix ou par manque de moyens, acceptent de se plier aux horaires des autres, aux attentes sous la pluie, aux autobus bondés. J'enrage lorsque je vois le prix de l'essence qui baisse alors que les tarifs de transport en commun augmentent. J'enrage quand j'entends le gouvernement prendre le parti du développement durable mais reste figé devant cette détérioration progressive du service. J'enrage lorsque j'entends ces automobilistes, assis confortablement bien au chaud dans leurs bagnoles coûtant plusieurs dizaines de milliers de dollars, qui s'offusquent lorsqu'on parle d'augmenter les taxes sur l'essence d'un cent pour financer les transports publics. J'enrage lorsqu'on me sert l'argument tordu que le transport en commun est encore plus cher ailleurs. Mais ce qui m'enrage le plus, c'est de penser que ceux qui décident du financement du transport en commun ne sont probablement pas ceux qui ont à s'en servir quotidiennement.

Mes préférences sont de faire augmenter la part du financement par la société en général, les automobilistes en particulier, car ce sont eux qui bénéficient d'un volume réduit de véhicules sur les routes. Donc, je préconise une augmentation des taxes sur l'essence et sur l'immatriculation, ainsi que l'instauration de péages autour du centre-ville et l'imposition d'une nouvelle taxe sur le stationnement.



Jean-François Gingras attend patiemment l'autobus.

PHOTO BOB SKINNER, LA PRESSE

# Une grande amertume

« Quand on parlera d'amélioration du service, alors je comprendrai mieux pourquoi je dois sortir mon porte-monnaie »

LYDIE COUPÉ  
L'auteure est une résidente de Montréal qui utilise le transport en commun depuis 10 ans.

Monsieur Claude Dauphin, Comme de nombreux usagers du transport en commun, j'ai appris avec grande amertume la prochaine augmentation des tarifs.

Êtes-vous un usager régulier du métro, monsieur Dauphin ? Si oui, vous aurez certainement remarqué à quel point nous ressemblons de plus en plus à des boeufs entassés. N'êtes-vous pas fatigué de ces innombrables ralentissements de service

pour cause de portes bloquées ou autres ? Avez-vous déjà été intrigué par ces odeurs de brûlé dans les couloirs ou les voitures ? Sans compter ces traînées blanchâtres sur les murs de certaines stations ? Ah, j'oubliais, vous avez certainement déjà eu affaire à un de ces agents de la STM, transformé en bulldog derrière sa vitre...

Pendant ce temps, les murs de la populaire station Berri-UQAM sont habillés d'écrans, d'un design en parfait décalage avec l'état de la station, lesquels déversent leur flot de publicité de la part d'importants annonceurs (Maybelline, Coca-Cola, etc.) et nous rappellent aussi qu'il faut attendre au moins quatre

minutes entre chaque rame en pleine heure de pointe. J'aimerais bien savoir, monsieur Dauphin, combien cela a coûté et combien cela coûtera puisque vous prévoyez en installer 160.

Pourquoi ne pas avoir plutôt demandé à ces riches annonceurs de vous donner un petit coup de main pour financer, entre autres, l'augmentation de salaire que vous avez octroyée à vos employés ? Il s'agit là simplement de frais de gestion de votre entreprise. Quand on parlera réellement d'amélioration de l'état du service, alors je comprendrai mieux pourquoi je dois sortir encore une fois mon porte-monnaie.

## Améliorer l'efficacité

Dans les pages éditoriales de *La Presse* du 25 novembre, on énumérait plusieurs scénarios possibles pour solutionner le problème du transport en commun à Montréal. Tous s'appuyaient sur des hausses de déboursés par les contribuables : hausses de taxes, de frais d'immatriculation, ou de tarifs aux usagers, par exemple. Mais une approche brillait par son absence : celle d'améliorer l'efficacité de l'exploitation du système de transport. Cela ne réglerait pas tous les problèmes, mais ça contribuerait sûrement à réaliser des économies. Les demandes aux contribuables et usagers seraient par le fait même diminuées. La recherche de l'efficacité demanderait évidemment une volonté de la part de l'administration de la STM et des pouvoirs publics. Et une position plus ferme devant les syndicats !

G. L. Roy  
Saint-Bruno

## Y a-t-il une vie sans voiture ?

Il existe des personnes qui pensent encore que l'automobile subventionne le transport en commun. Or, c'est tout le contraire. Je suis un automobiliste, mais je suis bien heureux de savoir que plus de 1 000 000 de déplacements se font en transport en commun dans la ville de Montréal chaque jour, car cela m'évite des embouteillages. Je suis aussi conscient que la réduction du nombre de voitures (il y a plus de monde dans un autobus que dans une voiture) évite une usure des routes, ce qui fait que les usagers du transport en commun nous aident. Mais que voulez-vous, le « suivisme » (on se définit par son « char » et on croit la pub) est tellement ancré profondément au Québec que personne n'envisage la vie autrement qu'avec sa voiture.

Simon Chartrand

# J'aimerais bien...

J'aimerais me laisser convaincre par le transport en commun, mais comment me faire avaler l'irresponsabilité des dépassements de coûts du métro de Laval ? J'aimerais me laisser convaincre, mais comment me faire avaler l'irresponsabilité de l'achat des wagons rebuts de l'Angleterre par Via Rail ? J'aimerais me laisser convaincre par l'utilisation du transport en commun, mais comment me faire avaler que, malgré les avatars des ponts, je dois me taper 45 minutes de plus en transport en commun matin et soir que si j'utilise mon véhicule ? J'aimerais me laisser convaincre par l'option de l'utilisateur-payeur, mais comment me convaincre

d'utiliser un transport en commun dont les services sont inversement proportionnels à l'augmentation des coûts ? Et la taxe sur l'essence... comment me laisser convaincre d'en payer un peu plus quand je n'ai même pas la preuve qu'est retournée entièrement au transport en commun celle prélevée déjà sur les permis et immatriculation d'automobiles ? Je pense que le problème majeur est que la population du Québec entier est à peine équivalente à celle d'une ville américaine d'importance, et qu'avec environ le tiers de cette population qui vit dans le grand Montréal métropolitain on veut se donner des infrastructures que l'on ne peut — et que je ne suis pas certain que l'on veuille — collectivement se payer !

Christian Girouard

# Un rêve

Depuis que Québec a décrété la gratuité des transports en commun...

PIERRE DESCHÈNES  
L'auteur est Montréalais.

Le vent souffle fort, les premiers flocons un peu givrés piquent le visage tandis que je rentre à pied en cette heure tardive. J'ai apprécié la marche, mais la fatigue commence à se faire sentir. Heureusement, le bruit du moteur d'un autobus se fait entendre.

Sur un signe de ma main, le chauffeur s'arrête avec un sourire assurément communicatif. Je lui rends son sourire, ravi, et vais m'asseoir tout au fond de l'autobus, enfin bien au chaud et surtout bien assis, l'âme fatiguée bercée par une bienheureuse musique qui sort de partout, dernière trouvaille géniale de la STM pour sa clientèle fidèle.

Les choses sont tellement plus simples depuis que le gouvernement a décrété la gratuité des transports en commun dans les grandes agglomérations, une des décisions les plus audacieuses et les plus éclairées qu'un gouvernement d'ici ait jamais prise ! Décision qui a eu pour effet d'encourager et de faciliter les déplacements, de sorte que l'indice d'achalandage des autobus et du métro a bondi en flèche, stimulant ainsi vivement l'activité économique. L'autobus ralentit, je dois approcher de ma destination.

La musique, soudainement plus forte, m'est étrangement familière, sa sonorité me rappelle mon radio-réveil... merde, je rêvais !

# MONDE

## Le bras de fer se poursuit à Kiev

À changer: la constitution, dit le pouvoir; le gouvernement, dit l'opposition

D'APRÈS AFP ET AP

**KIEV** — Le bras de fer se poursuivait hier en Ukraine, après l'annonce de la tenue d'un nouveau scrutin présidentiel fin décembre: le pouvoir en place veut faire passer au plus vite une réforme constitutionnelle, alors que l'opposition réclame la formation d'un gouvernement populaire.

L'ouverture hier de la campagne officielle pour le nouveau second tour de scrutin présidentiel n'a pas empêché les partisans du chef de l'opposition, Viktor Iouchtchenko, de poursuivre l'occupation de la place de l'Indépendance à Kiev. Ils reprochent au Parlement ukrainien d'avoir ajourné samedi ses travaux sans adopter comme ils le réclamaient une réforme du système électoral.

Le président sortant Léonid Kouchma avait initialement appelé les médiateurs étrangers à la tenue d'une table ronde aujourd'hui à Kiev, pour aider à rapprocher les positions, alors qu'un nouveau tour de scrutin, considéré comme illégitime par le pouvoir en place, doit se tenir le 26 décembre (le scrutin précédent a été annulé par la Cour suprême en raison des fraudes constatées).

Mais la porte-parole du Haut Représentant pour la politique étrangère de l'Union européenne, Javier Solana, a annoncé que M. Solana n'envisageait pas de se rendre à Kiev, car la rencontre n'aurait finalement pas lieu, « l'appel » ayant été annulé. La présidence ukrainienne n'a pu ni confirmer ni démentir l'information.

Le pouvoir et l'opposition s'étaient engagés mercredi dernier, en présence des médiateurs, à voter des amendements à la loi électorale afin notamment de tenir le prochain scrutin en réduisant les risques de fraudes, à examiner une ré-



PHOTO DENIS SINYAKOV, AFP

Prise de bec hier à propos de la situation politique en Ukraine, mais la scène ne se déroule pas à Kiev. On est plutôt à Moscou où une partisane du chef de l'opposition ukrainienne, Viktor Iouchtchenko, paraît essayer une remontrance d'un militant communiste qui, lui, appuie le premier ministre ukrainien, Viktor Ianoukovich.

forme constitutionnelle, et à former un nouveau gouvernement intérimaire.

Mais chaque partie accuse maintenant l'autre de ne pas tenir ses engagements, l'actuel pouvoir cherchant à faire passer au plus vite sa réforme constitutionnelle réduisant les pouvoirs du président, tandis que l'opposition réclame la formation d'un gouvernement populaire.

L'opposition a fait échouer samedi un vote sur les changements à la loi électorale et à la Constitution.

« Nous nous sommes entendus avec

le pouvoir lors de notre dernière table ronde pour examiner (la réforme constitutionnelle), mais cela ne veut pas dire que nous sommes prêts à voter le texte tel qu'il est actuellement », a expliqué hier la députée Ioulia Timochenko. « Si le texte était adopté sous sa forme actuelle, tous les pouvoirs du président iraient aux mains du Parlement. Ce qui serait inacceptable », a-t-elle précisé dans une discussion avec des journalistes.

« Nous voulons notamment que le président puisse nommer le chef du SBU (les services de sécurité, ex-

KGB) et le procureur général, pour pouvoir lutter contre la corruption et nous débarrasser des clans » politico-financiers qui contrôlent le pays, a-t-elle ajouté en accusant M. Kouchma de vouloir assurer la continuité de son régime.

L'opposition estime en outre que M. Kouchma doit d'abord limoger le gouvernement de Viktor Ianoukovich et congédier la commission électorale centrale. Des amendements proposés par l'opposition demandent aussi de limiter très strictement le vote en dehors du lieu de résidence et

le vote à domicile, qui ont ouvert la voie à des fraudes massives le 21 novembre.

« Les négociations sont difficiles et cyniques », avait relevé M. Iouchtchenko samedi soir devant ses partisans, avant d'accuser le pouvoir de vouloir « faire traîner les choses pour que le 26 décembre, la société se retrouve dans un état de profonde division ». « Nous sommes sûrs que Iouchtchenko va remporter une victoire colossale », a cependant prédit M<sup>me</sup> Timochenko devant la presse, affirmant que les responsables souhaitaient truquer les résultats étaient désormais moins nombreux. « Quelque chose a changé, grâce aux gens », a-t-elle affirmé.

Des milliers de manifestants, portant des vêtements de couleur orange, souvent un peu sales après avoir parfois passé deux semaines sous des tentes dans la rue principale de Kiev, restaient sur place hier. La veille, M. Iouchtchenko les avait invités à continuer l'occupation du centre-ville et aussi exhorté les observateurs internationaux à revenir nombreux malgré la proximité de Noël afin d'aider à ce que l'élection se passe sans fraude. « Ce sera le jour où se jouera le sort de l'Ukraine pour des décennies et même des siècles », a-t-il déclaré.

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) va déployer une nouvelle fois une mission en Ukraine pour ce nouveau scrutin, a annoncé son président, Solomon Pasi.

Plus d'un millier d'observateurs prévoient de venir du Canada, à également fait savoir le Congrès canado-ukrainien (CUC) qui a demandé hier l'aide financière d'Ottawa. « Nous prévoyons d'envoyer de 500 à 1500 observateurs », a affirmé le CUC, qui représente le million de Canadiens ayant au moins un ancêtre ukrainien. Ottawa avait indiqué vendredi être prêt à envoyer en Ukraine jusqu'à 75 observateurs sous les auspices de l'OSCE.

## Un échange de détenus israélo-égyptien calme le jeu

JACQUES PINTO  
AGENCE FRANCE-PRESSE

**JÉRUSALEM** — Israël et l'Égypte ont procédé hier à un échange de prisonniers illustrant le réchauffement de la région est le théâtre d'une intense activité diplomatique avant l'élection présidentielle palestinienne du 9 janvier.

L'Israélien Azzam Azzam, condamné en 1997 au Caire à 15 ans de travaux forcés pour espionnage au profit de l'État hébreu, a été libéré en échange de six étudiants égyptiens infiltrés récemment en territoire israélien.

L'opération a eu lieu au poste frontière israélo-égyptien de Taba sur la mer Rouge.

Au Caire comme à Jérusalem, on a toutefois évité de parler d'un échange de prisonniers en bonne et due forme.

« Le premier ministre Ariel Sha-

ron a donné ordre de libérer les six étudiants égyptiens comme geste de bonne volonté en réponse à un geste similaire du président égyptien Hosni Moubarak, qui a accepté à la demande de M. Sharon de réduire la peine d'Azzam Azzam », a indiqué la présidence du Conseil dans un communiqué.

Le porte-parole de la présidence égyptienne, Magued Abdel Fattah, a lui aussi insisté sur le fait qu'il n'y avait pas eu à proprement parler de transaction.

« Il n'existe pas de marché concernant cette question », a-t-il dit à la presse, « les mesures judiciaires s'appliquent à chacune des (deux) affaires séparément ».

Malgré cette prudence, M. Sharon s'est empressé de se féliciter du « geste humanitaire » égyptien en affirmant qu'il contribuera au renforcement des relations entre les deux pays et devrait aussi avoir des répercussions sur le conflit israélo-

palestinien. Dans son communiqué, M. Sharon a ainsi annoncé « avoir donné ordre aux autorités compétentes d'examiner la possibilité de réduire les peines de prison infligées à des Palestiniens ». Le texte n'a cependant pas donné d'autres précisions sur les détenus qui pourraient être concernés.

Prenant le relais des chefs de diplomatie américaine, britannique, russe, égyptienne et espagnole, qui se sont succédés dans la région après la mort de Yasser Arafat, le 11 novembre, le ministre allemand des Affaires étrangères, Joschka Fischer, a estimé hier après une rencontre avec la nouvelle direction palestinienne qu'il y avait aujourd'hui une « chance historique » de régler le conflit israélo-palestinien.

L'échange de prisonniers qui s'est produit alors que M. Sharon souhaite associer l'Égypte à son plan de retrait de la bande de Gaza prévu l'an prochain, illustre le « ré-

chauffement » des relations entre les deux pays.

Cette « lune de miel », selon un titre du quotidien *Yédiot Aharonot*, s'est traduite par de récents propos amicaux sans précédent du président Moubarak concernant M. Sharon et pourrait conduire à un sommet entre les deux dirigeants.

« Je suis convaincu que si les Palestiniens n'arrivent pas à réaliser une avancée (dans le processus de paix) durant l'ère de M. Sharon, il sera difficile de réaliser une quelconque avancée (dans l'avenir) car il est capable d'oeuvrer pour la paix et de trouver une solution, s'il le veut », avait déclaré jeudi M. Moubarak à des journalistes.

« Nous sommes d'autant plus satisfaits de cette déclaration qu'elle a été faite en Égypte et qu'elle est destinée notamment à l'opinion publique égyptienne »,

s'est félicité hier à l'AFP un haut responsable à la présidence du conseil, qui a requis l'anonymat.

Le directeur général du ministère des Affaires étrangères, Ron Prosor, a pour sa part estimé à la radio publique que la prochaine étape de ce rapprochement pourrait se traduire par le retour d'un ambassadeur égyptien à Tel Aviv « dans un proche avenir ».

L'Égypte a relevé de son côté « une nouvelle atmosphère » de coopération d'Israël pour réaliser la paix dans la région mais lié le retour de son ambassadeur en Israël à des progrès dans le processus de paix.

L'Égypte ainsi que la Jordanie, les deux pays arabes ayant conclu un accord de paix avec l'État hébreu, avaient rappelé leur ambassadeur respectif au début de l'intifada en septembre 2000 pour dénoncer la répression d'Israël dans les territoires palestiniens.

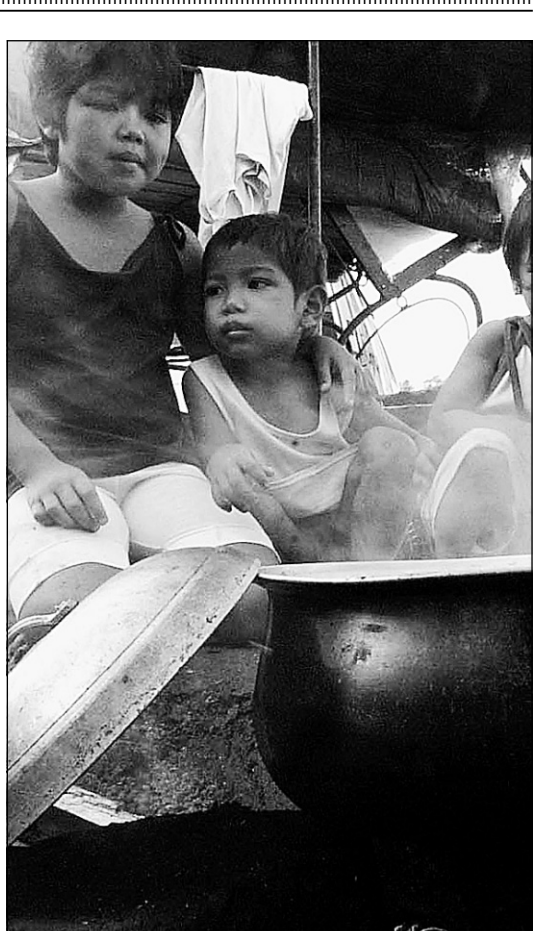
## Plus de 170 millions d'enfants souffrent de malnutrition

ASSOCIATED PRESS

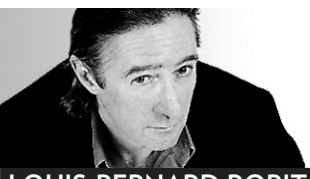
**ISLAMABAD** — Plus de 170 millions d'enfants dans le monde souffrent de malnutrition et 120 millions ne vont jamais à l'école, a déclaré hier à Islamabad la directrice du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), Carol Bellamy, en déplacement au Pakistan. Près de 10 millions d'enfants de moins de

cinq ans « meurent toujours chaque année de causes évitables comme la diarrhée, la rougeole ou des infections respiratoires aiguës », a-t-elle déclaré en ouverture d'une conférence internationale sur la santé et l'éducation.

Quelque 120 millions d'enfants dans le monde, dont de nombreuses petites filles, « n'ont jamais vu l'intérieur d'une école », a déclaré M<sup>me</sup> Bellamy. —PHOTOS AP



# La saison en enfer des Cantat



**LOUIS-BERNARD ROBITAILLE**  
COLLABORATION SPÉCIALE

PARIS — Peut-on être à la fois coupable et victime ?

Près d'un an et demi après la tragédie de Vilnius, le frère aîné de Bertrand le « meurtrier », 41 ans, publie son journal de cette saison en enfer qui a commencé le 27 juillet 2003 avec la mort de Marie Trintignant et s'est conclue — provisoirement — avec le rapatriement en France du chanteur de Noir Désir, qui doit purger une peine de huit ans de prison.

C'est la première fois que le « clan Cantat » s'exprime de manière aussi détaillée. « Par respect pour la douleur de la famille de Marie, dit aujourd'hui Xavier Cantat, nous nous sommes abstenus de toute déclaration publique à propos de Bertrand. Même quand celui-ci a été traîné dans la boue par Nadine Trintignant, dans ses journaux puis dans son livre haineux de septembre 2003 et l'avocat de famille, le célèbre Claude Kiejman. »

Il y avait bien eu quelques « fuites » émanant des Cantat. Ainsi, le 20 mai 2004, la soeur cadette, Ann, qui travaille dans le cinéma et qui avait elle-même présenté sa copine Marie Trintignant à Bertrand, explique avec simplicité dans une interview assez émouvante, que son frère n'avait jamais été, ni de près ni de loin, un cogneur de femmes, et que sa femme Kristina peut en témoigner. Mais que, face au célèbre clan Trintignant, respecté du tout-Paris, « nous les Cantat, avec un père militaire de carrière bordelais, nous étions des ploucs et qu'il ne servait à rien de protester, d'autant plus que nous nous trouvions dans le camp des maudits »...

Pour quelqu'un qui avait suivi le drame de loin, la cause était au départ entendue. Bertrand Cantat était un rocker et son rôle de scène avait déteint sur lui à la ville. Bref, il cognait. Vérité d'évidence reprise sur tous les tons par Nadine Trintignant et M<sup>e</sup> Kiejman, pour qui « Cantat a toujours battu les femmes avec qui il était ». Kiejman exhibant les photos d'une Marie Trintignant défigurée, omettant de préciser que les photos ont été prises après deux trépanations du cerveau.

Xavier Cantat explique volontiers

que, dans ce livre, jamais il n'a « voulu justifier le geste de son frère, qui reste inexcusable, mais seulement rétablir la vérité, à savoir qu'il s'agit d'un homicide involontaire, d'une dispute amoureuse qui a tragiquement tourné ».

Que s'est-il passé dans la nuit du 27 juillet au Domina Plaza de Vilnius ? La version, parfaitement crédible et jamais contredite, est celle de Bertrand Cantat lui-même, dans une disposition faite au procureur de Vilnius, quelques jours après le drame.

Marie était une personnalité excessive. Elle élevait avec énergie et amour quatre enfants nés de quatre compagnons différents, menait sa vie de comédienne, faisait volontiers la « fête », vibronnait avec sa mère au centre du clan Trintignant, qui avait annexé la plupart de ses « ex ». Elle avait déjà eu un grave accident de voiture qui lui avait valu de la chirurgie plastique, mais également deux mois de prison avec sursis, car on lui avait trouvé 2,78 grammes d'alcool dans le sang. Un autre « ex », Sébastien, banni du clan celui-là, a déclaré à la police après le drame : « Pour Marie tout était extrême. Elle était très jalouse, et des petits riens prenaient des proportions inimaginables... »

Le 27 juillet, à Vilnius, dans les derniers jours du tournage de *Colette*, avec Marie dans le rôle titre, sa mère Nadine comme réalisatrice, son frère Vincent en assistant, et l'un de ses fils dans le rôle d'un jeune amant... Marie reproche violemment à Bertrand ses conversations téléphoniques avec son ex-femme Kristina, la mère de ses deux enfants. La dispute s'envenime. Le soir à l'hôtel, Marie entre dans une colère terrible et, selon Cantat, l'insulte, le frappe, déchire son tee-shirt en lui répétant : « Va chez ta femme ! » Cantat souffre du dos, prend des corticoïdes. À un certain moment, il perd tout contrôle, devient fou, lui donne « quatre gifles très fortes », après quoi ils continuent à se battre, et il la jette sur le sofa avant de s'enfermer dans la chambre. Quand il en ressort, elle respire profondément et a l'air de dormir. Elle a tout juste un bleu sur le visage. Désemparé, il la transporte dans son lit, téléphone à Samuel, dernier « ex » en date de Marie. Puis à son frère Vincent, qui verra le visage de Marie sans s'inquiéter, restera deux heures de plus. Avant que, finalement, un filet de sang sorti de sa bouche ne les alerte : on appelle les urgences. Une dispute amoureuse vient de tourner à la tragédie.

Contrairement à ce que dira le clan Trintignant, Bertrand Cantat n'essaiera pas de fuir l'hôpital, ne niera jamais les coups violents qu'il a portés. Entre-temps, il aura traîné 14 mois dans une prison lituanienne. Subi un procès expéditif où tous les témoins de la défense ont été récusés, à l'exception de son ex-femme Kristina. Aura été condamné pour meurtre et aura renoncé à tout appel, pour éviter de moisir dans une prison de Vilnius. Sa famille et ses amis se seront ruinés en billets d'avion entre Paris et Vilnius, en hôtels et en location d'appartements. Au mois de septembre 2003, la maison de campagne de Bertrand et Kristina, proche de Bordeaux, est détruite dans un incendie criminel. La famille recevra des menaces téléphoniques et devra recourir à une agence de sécurité.

Samedi soir à la télévision, à Xavier Cantat venu présenter son livre témoignage, la comédienne Mathilde Seigner, sans agressivité mais avec désinvolture, lui lançait : « En tout cas, huit ans de prison pour ça, ce n'est pas cher payé. » Pas cher payé ? Ça se discute.

Xavier Cantat. *Méfais divers, Journal d'un frère*, 212 pages. Ed. Michalon, Paris, 2004.

## LE TOUR DU GLOBE

PALESTINE

### Observateurs aux élections

Cinq pays arabes et Israël, tous associés à l'OSCE, ont donné leur appui hier à l'envoi d'observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe à l'élection palestinienne début janvier, a indiqué un porte-parole à Sofia. Les six « partenaires méditerranéens » de l'OSCE — Maroc, Algérie, Tunisie, Égypte et Jordanie ainsi qu'Israël — se sont retrouvés à la veille du conseil ministériel dans la capitale bulgare, a indiqué Richard Murphy, porte-parole de l'OSCE. Un délégué israélien a précisé à l'AFP qu'il demandait à l'OSCE — une organisation dont les avis sur le bon fonctionnement des élections sont généralement respectés — de se mettre d'accord rapidement sur l'envoi éventuel de la mission d'observation. Or Moscou a fait connaître jeudi son opposition et l'OSCE prend ses décisions à l'unanimité de ses 55 États membres, allant de l'Amérique du Nord à la Russie et l'Asie centrale. « Nous ne sommes pas opposés. Nous demandons à l'OSCE de se décider et ensuite il nous faut du temps pour des préparatifs. Nous faciliterons le travail de la mission d'observateurs », a déclaré un membre de la délégation israélienne. AFP

JAPON

### La menace nord-coréenne

Le Japon a l'intention de mobiliser 15 000 soldats le long de ses côtes afin de repousser une éventuelle invasion nord-coréenne, selon l'agence de presse Jiji. Les unités nippones, chargées de la surveillance et de la sécurité, seront déployées dans 90 places de la côte de la mer du Japon, face à la Corée du Nord, et équipées de radars pour détecter des navires et des sous-marins espions, affirme Jiji dans ce qu'elle présente comme une information exclusive. Le ministère de la Défense s'est refusé à tout commentaire. Le Japon va tenir compte des menaces nord-coréennes mais aussi, pour la première fois spécifiquement, chinoises, dans l'élaboration de ses prochains plans de défense qui seront annoncés dans les prochains jours. AFP

MUSHARRAF

### Monde moins sûr

Le président pakistanais, Pervez Musharraf, a estimé hier que le monde était « moins sûr » depuis l'invasion de l'Irak par les troupes américaines mais que désormais les soldats américains devaient encore y rester. Interrogé sur CNN pour savoir si l'invasion de l'Irak a été une erreur, M. Musharraf a répondu : « Oui. Avec le recul, oui. Nous nous sommes retrouvés nous-même avec davantage de problèmes. » Le président pakistanais a rappelé que son pays était opposé à cette guerre dès le commencement. AFP

« Améliorer votre expérience d'achat est plus qu'une noble aspiration... C'est notre engagement. »



**ACCÈS TOYOTA**

Une expérience d'achat tellement plus sympa.

**ENGAGEMENT ACCÈS TOYOTA**

ÉTABLIR UNE RELATION DE CONFIANCE GRÂCE À LA DIVULGATION INTÉGRALE, SANS FRAIS CACHÉS

DES CONSEILLERS EN PRODUIT QUI VOUS DONNENT LES CONNAISSANCES REQUISES POUR PRENDRE UNE DÉCISION ÉCLAIRÉE

OFFRIR UN TYPE D'EXPÉRIENCE D'ACHAT UNIQUE DANS LEQUEL ON RESPECTE VOTRE TEMPS ET VOS BESOINS INDIVIDUELS

**ACCÈS TOYOTA**  
Une expérience d'achat tellement plus sympa.

# IL ARRIVE QUE DES VOITURES FASSENT RAPIDEMENT L'UNANIMITÉ. EN VOICI DEUX.



vroum-vroum



ASSOCIATION DES JOURNALISTES  
AUTOMOBILE DU CANADA

VOITURE CANADIENNE DE L'ANNÉE 2004

## Premières de classe de leur catégorie

Le Guide de l'auto 2005

### mazda **3** GX 2005

ACHETEZ À PARTIR DE

**16 295\$<sup>†</sup>**

-OU-

LOUEZ À PARTIR DE

**199\$** par mois, pour 48 mois\*  
Transport et préparation inclus  
Comptant initial de 2750\$  
**0\$** Dépôt de sécurité

- Moteur de 2,0 L à DACT et 148 ch • Freins à disque aux 4 roues
- Barres stabilisatrices avant et arrière • Volant inclinable et télescopique
- Banquette arrière à dossier 60-40 rabattable et verrouillable
- Antidémarrreur • Appuie-tête avant et arrière • Et plusieurs autres caractéristiques de série



Modèle GT GFX illustré

### mazda **3** **SPORT** GS 2005

LOUEZ À PARTIR DE

**249\$** par mois, pour 48 mois\*  
Transport et préparation inclus  
Comptant initial de 2895\$  
**0\$** Dépôt de sécurité

- Moteur de 2,3 L à DACT et 160 ch avec catalyseur de freinage des soupapes
- Freins antiblocage avec système de répartition de freinage électronique
- Phares antibrouillards sport • Radio AM/FM avec lecteur de CD, commandes audio montées sur le volant • Glaces et portes à commande électrique et télédéverrouillage • Et plusieurs autres caractéristiques de série



Modèle GT illustré



NOTRE ENGAGEMENT VOUS CERTIFIE QUE VOTRE NOUVELLE MAZDA EST INSPECTÉE, REÇOIT DES PROTÈGE-TAPIS ET UN PLEIN D'ESSENCE À LA LIVRAISON.  
**GARANTIE LEADERSHIP MAZDA**  
Garantie complète de 3 ans ou 80 000 km et de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur.  
**ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES MAZDA**  
Renseignez-vous sur le programme d'assistance routière Mazda, offert gratuitement avec toute nouvelle Mazda.



**mazda**

www.mazda.ca



Vous trouverez beaucoup **plus** chez vos concessionnaires Mazda du Québec.